



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique du
26 juillet 2017**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je demande à Madame BODKIN de faire l'appel.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Maud BODKIN

L'appel est clos, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci. Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons passer à nos travaux du jour.

Nous passons à l'ordre du jour.

AFFAIRE N° 1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

Affaire numéro 1 : l'ordre du jour comporte 79 affaires. Pas d'affaire ajoutée, pas d'affaire retirée. Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 2 : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 28 JUIN 2017

Monsieur le Président

Affaire 2, vous avez reçu le procès-verbal du 28 juin 2017. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Pas d'observation. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

Le procès-verbal de la séance du 28 juin 2017 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N° 3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Affaire 3, synthèse des décisions. Pas de demande d'intervention ?

Avant de passer au budget supplémentaire et de donner la parole à Max LEVITA, et en guise d'information du Conseil, je sais que certains pensent qu'il y a des votes, mais il n'y a pas de vote pour les attributions de délégations. C'est un acte qui relève du Président envers les Vice-Présidents. Donc, je vais vous indiquer les nouvelles désignations et délégations des Vice-Présidents qui ont changé, et je signerai les délégations en séance.

Première Vice-Présidente : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES. Service public de l'Eau et de l'Assainissement.

Monsieur Gilbert PASTOR : quatrième Vice-Président chargé des Relations internationales, du Tourisme et des parcs d'activité.

Monsieur Laurent JAOUL reçoit, en plus des délégations qu'il possédait, Proximité, relations usagers, complexe funéraire, chasse et pêche, la Sécurité.

Monsieur Jean-Pierre RICO : Transports et Mobilité.

Madame Annie YAGE : Cohésion sociale, politique de la Ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage, gestion des temps, accessibilité, autonomie et handicap.

Monsieur Jean-Marc LUSSERT : Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques.

Madame Mylène FOURCADE : Agro-écologie, alimentation.

Et je voudrais faire une petite remarque sur l'article de la *Gazette* qui concerne Mylène FOURCADE. C'est la première fois, dans l'histoire, que Fabrègues possède un Vice-Président. Et en l'occurrence une Vice-Présidente.

Madame Régine ILLAIRE : Ressources humaines.

Monsieur Thierry BREYSSE : Participation citoyenne, performance et évaluation des politiques publiques.

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL: Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public.

Monsieur Pierre DUDIEUZERE : Biodiversité et culture scientifique et technique.

Une modification est apportée à la délégation d'Abdi EL KANDOUSSI qui possède déjà, en tant que Conseiller spécial, la communication. Il reçoit le développement du très haut débit et la lutte contre la fracture numérique.

La liste des nouvelles délégations sera fournie à la presse, puisque j'ai le même document que vous. Je passe au budget supplémentaire et la parole est à Max LEVITA.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 4 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - ADOPTION

Max LEVITA

En accord avec le Président, je voudrais vous faire une communication préalable au dossier relative à l'entrée en vigueur de la réforme des valeurs locatives professionnelles.

Comme vous le savez, à la rentrée 2017, va entrer en vigueur la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels. C'est une réforme nationale. Elle a été décidée par l'État et est pilotée par les services fiscaux. Cette réforme va impacter la taxe sur le foncier bâti et la cotisation foncière des entreprises, cette année, en 2017.

La Commission intercommunale des impôts directs s'est réunie. Elle a été saisie en janvier 2015. On nous a fourni une carte sectorisée du département de l'Hérault. Nous devions émettre des propositions de coefficients de localisation destinés à tenir compte, marginalement, de situations particulières, parcelle par parcelle, et sur la base d'un argumentaire. La Commission a décidé qu'elle n'était pas en capacité de mesurer les impacts de la réforme sur les contribuables parce qu'on ne pouvait pas comparer l'imposition antérieure et celle projetée. Nous ne disposions d'aucune simulation. Nous avons néanmoins relevé, dans l'examen de la cartographie qui nous a été transmise, d'importantes incohérences, que nous ne pouvions corriger avec l'outil dont nous disposions. Nous avons donc conclu, le 25 février 2015, que cette Commission intercommunale des impôts directs n'était pas en mesure de produire un avis éclairé et nous avons sollicité une réévaluation du projet qui nous était soumis.

A titre indicatif, cette position s'est révélée largement partagée puisqu'en France, simplement 642 communes sur 36 000 ont proposé des coefficients.

Sur la base de cet avis intercommunal, qui était donc négatif, et comme cela est prévu en cas de désaccord, c'est donc la commission départementale des impôts directs locaux qui a arrêté les paramètres d'évaluation le 1^{er} juillet 2015. Nous avons pu constater avec satisfaction que le zonage proposé désormais par les services de l'État avait tenu compte d'une partie de nos recommandations, notamment à Villeneuve-lès-Maguelone et à Montferrier. Les deux communes étant entièrement classées en secteur 4, ont été ramenées en secteur 3. Et un certain nombre de recommandations ont été prises en compte pour mieux protéger le commerce de centre-ville.

La Commission intercommunale des impôts directs va se réunir fin septembre, parce qu'elle doit se prononcer avant le 16 octobre 2017 pour formuler d'éventuelles propositions de coefficients applicables à l'imposition 2018-2017.

A ce jour, nous ne disposons pas d'éléments permettant de mesurer l'impact effectif de la réforme. Nous n'avons reçu ni les fichiers fiscaux, ni les rôles d'imposition. Donc, même si l'État a mis en place un dispositif de lissage des effets de sa réforme sur 10 ans, il a également mis en place un dispositif de « planchonnement », qui a pour but de diminuer de moitié l'écart à la hausse ou à la baisse entre ancienne et nouvelle valeur locative. Nous redoutons que cette réforme ne conduise à d'importants transferts de charges entre contribuables.

Pour nous, à priori, c'est à recettes constantes. Il va y avoir des gagnants et des perdants, mais nous ne gagnons rien dans cette opération. Je tenais, avec l'accord du Président, à vous faire part aujourd'hui de notre

préoccupation parce que les contribuables vont recevoir leur feuille à la fin du mois d'août. Et, donc, ceci nous préoccupe puisque nous n'en connaissons pas les effets. Je tenais à vous le rappeler parce que Montpellier Méditerranée Métropole a pris en 2004 et a tenu, depuis, l'engagement de ne pas modifier nos taux d'imposition. Je vous informe aussi que le Président a adressé aux services fiscaux une nouvelle requête leur demandant de nous communiquer le plus rapidement possible les éléments permettant de mesurer l'impact réel de cette réforme sur les contribuables de notre territoire. Une rencontre avec les services fiscaux est prévue afin que la commission intercommunale, qui se réunira au début du mois d'octobre, puisse produire en octobre un avis dûment éclairé.

Voilà, mes chers collègues, ce dont je voulais vous entretenir en préalable aux interventions sur le budget.

Avec l'affaire numéro 4, il s'agit simplement d'affecter les résultats de l'exercice 2016 tels que vous les avez votés lors du vote du compte administratif 2016. Donc, le résultat pour le budget principal. Nous avons affecté un résultat de fonctionnement de 73 millions d'euros avec un résultat d'investissement hors reports de 62 748 000 euros qui se divise entre 16 millions d'euros de reports d'investissements et 46 millions d'euros de section d'investissement. A ceci s'ajoute une régularisation des écritures qui datent de 2000 à 2004 relatives aux avances qui ont été réalisés dans le cadre de la régie patinoire pour montant global de 3 137 722 euros.

Mes chers collègues, je vous propose d'affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 46 millions d'euros, à la section de fonctionnement de 27 millions et de procéder aux opérations budgétaires telles qu'elles figurent dans le rapport que vous avez sous les yeux.

Monsieur le Président
Qui demande la parole ?

Anne BRISSAUD

Vous nous faites voter le budget supplémentaire ? Parce que tout à l'heure, vous avez dit que l'on passait au budget supplémentaire.

Max LEVITA

C'est l'affectation. Ce sont des opérations purement comptables mais qui doivent être présentées et votées.

Monsieur le Président

Si vous voulez qu'on représente toutes les affaires et qu'on revienne sur les votes on peut le faire aussi.

Anne BRISSAUD

Comme vous aviez dit que l'on passait au budget supplémentaire, je voulais savoir si on le votait alors que c'est l'affaire 12.

Max LEVITA

Je vous avertirai.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire 4. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. A. LARUE

AFFAIRE N° 5 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

M. N. SEGURA sort de séance.

Max LEVITA

C'est exactement la même opération concernant le budget annexe des services funéraires avec simplement un point : la délégation de service public est attribuée à la société d'économie mixte locale SFMA. Donc, est reversée une partie de l'excédent du budget annexe, de l'ordre de 5 millions d'euros, qui s'ajoutent donc à cette opération.

Monsieur le Président

Qui veut des explications ?

Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 6 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METRO-POLE

Max LEVITA

C'est le budget annexe de l'assainissement qui se termine en 2014 par un résultat de fonctionnement de 16 600 000 euros, un résultat d'investissement en report de 7,5 millions d'euros, avec un solde de report d'investissement de 6,3 millions d'euros et un besoin de la section de financement de 13 millions d'euros.

Monsieur le Président

Qui veut des explications ?

Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 7 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Max LEVITA

Le résultat de fonctionnement est de 69 000 euros et le résultat d'investissement de 3 776 000 euros.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 8 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Max LEVITA

Pour les sommes de 47 671 euros pour le fonctionnement et 4 803 euros pour l'investissement.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 9 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Max LEVITA

Il s'agit d'écritures. Vous savez que le transfert est en attente. Il y a des comptes à préciser. Et donc, là, c'est un compte d'attente à la fin de l'année 2016, avec 5 930 000 euros en résultat de fonctionnement affectés et 1 170 000 euros en résultat d'investissement.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 10 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE TRANSPORT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Max LEVITA

Qui se termine par un état de fonctionnement affecté de 31 299 000 euros et un résultat d'investissement hors reports de 25 594 000 euros.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 11 : FINANCES - AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE PARKING DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Max LEVITA

Il se termine par un résultat de fonctionnement affecté de 1 426 000 euros et un résultat d'investissement de 34 720 euros.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 12 : FINANCES - BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2017 - ADOPTION

M. N. SEGURA entre en séance.

Mme DANAN sort de séance.

Max LEVITA

Vous avez le rapport, j'imagine, sous les yeux, qui vous présente les chiffres de ce budget supplémentaire dans lequel il n'y a pas de variations très importantes. A signaler qu'au budget d'investissement, les dépenses d'investissement atteignaient dans notre budget primitif 173 millions d'euros. On vous propose de le modifier à hauteur de 1,5 millions d'euros avec des opérations en plus et des opérations en moins. Il y a moins 1,4 millions d'euros sur des projets espace public qui sont décalés sur l'année 2018. Il y a plus 600 000 euros sur les logements sociaux et le parc privé, 800 000 euros pour la piscine Héraclès, 400 000 euros pour la réhabilitation du Château de Castries qui est inscrite au volet territorial du contrat de plan Etat-Région, 360 000 euros pour des travaux de mise en accessibilité d'équipements culturels, 260 000 euros dans le cadre de la clôture de la précédente DSP sur l'aquarium Mare Nostrum et 270 000 euros sur le

projet Montpellier territoire suite à la réévaluation du marché. 200 000 euros pour les réseaux informatiques et enfin moins 1 million d'euros du fait du décalage de la mise en place d'actions menées dans le cadre du contrat Etat-Métropole.

En recettes, on a moins 550 000 euros de recettes de cessions de terrain. C'est déclaré sur 2018. Et on a 300 000 euros en plus au titre de la taxe d'aménagement.

Sur le fonctionnement, les dépenses nouvelles de fonctionnement s'élèvent à 7 700 000 euros. Elles sont équilibrées par des recettes nouvelles. En ce qui concerne les dépenses de personnel, le solde net des dépenses de personnel s'élève à 300 000 euros, lié à des opérations. Nous avons inscrit en provisions les crédits liés aux transferts de personnel du Département. Ils sont désormais inscrits en dépenses de personnel pour 1 900 000 euros.

La mutualisation de la DRH se traduit par 2 800 000 euros inscrits en dépenses au titre des services communs et en recettes au titre du remboursement par la Ville de Montpellier des agents mutualisés. Le solde correspond à 500 000 euros de dépenses nouvelles avec la création de postes et les réintégrations d'agents. Mais il est compensé par 200 000 euros d'efforts de gestion de la masse salariale.

En dépenses d'espaces publics, il y a 900 000 euros pour ajuster les dépenses de voirie et 500 000 euros au titre de l'entretien et de la réparation des véhicules.

Pour la prévention et la valorisation des déchets, il y a 400 000 euros liés au renchérissement des coûts de valorisation de la filière bois dans le cadre de la mise en œuvre des filières de responsabilité élargie des producteurs meubles. Il y a une catégorie de meubles qui est passée de catégorie A en catégorie B. Il faut mieux les traiter et c'est donc plus cher. Il y a plusieurs opérations qui sont financées par l'ADEME.

Les recettes nouvelles de fonctionnement s'élèvent à 7 900 000 euros.

Vous notez une augmentation des recettes fiscales. Ceci est dû au fait que, quand on fait le budget primitif, on fait des prévisions en étant le plus près possible de la réalité mais en visant quand même le bas car s'il n'y avait pas un plus, il y aurait un moins et il faudrait le compenser. Il est plus aisé d'utiliser des recettes. Pour la CFE, il y a 940 000 euros en plus. Pour la CVAE, 777 000 euros. Pour l'IFER, 170 000 euros. La taxe d'habitation, 536 000 euros, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, 184 000 euros, les allocations compensatrices, 460 000 euros. Et, pour les dotations, 264 000 euros.

C'est pour moi l'occasion de montrer la compétence de notre service Finances qui fait des prévisions, qui se révèlent proches de la cible. La reprise de l'excédent du budget annexe des services funéraires, je vous en ai parlé tout à l'heure, est à hauteur de 5 millions d'euros. Il y a une variation de la redevance variable du Corum qui est de 800 000 euros plus élevée qu'attendu. Les cessions, ventes de terrains, nous rapportent 900 000 euros. Dans le contrat État-Métropole, il y a plus 100 000 euros et il y a une augmentation de 300 000 euros dans la redevance du domaine public. Pour la TCFE, le taux de réalisation conduit à une réduction de 600 000 euros par rapport aux prévisions budgétaires initiales. Enfin, le produit de la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères est réaffecté, du chapitre impositions directes au chapitre environnement pour plus de lisibilité du budget.

Je rappelle la reprise des crédits rapportés, dépenses d'investissement de 27,9 millions d'euros, et recettes d'investissement 44 millions d'euros.

Au total, ce budget supplémentaire prend en compte leur affectation et la prise en compte de ces résultats nous permet de renforcer nos équilibres financiers et d'augmenter le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement de 27,7 millions d'euros.

Le budget annexe des services funéraires ne présente pas de modifications importantes sinon la reprise du compte administratif. De même pour le budget annexe de l'assainissement, ainsi que pour l'assainissement non collectif, pour l'eau potable, pour le budget transport et pour le budget parking.

Au total, mes chers collègues, je vous propose un budget supplémentaire avec des sommes, sommes toutes marginales, qui ne remettent pas en cause le budget primitif voté. Cela nous permet de finir l'année 2017 sans trop d'inquiétude. Nous attendons les conditions dans lesquelles le BP 2018 devra être construit. Nous savons déjà, puisque le Premier ministre l'a dit, que ce sera long, difficile et douloureux. À mon avis, il n'y a pas d'autre chemin, mais c'est un avis personnel. Je conclurai par la même citation que mon collègue Éric PENSO dans son journal municipal, c'est une citation d'Antonio Gramsci qui fait appel au « pessimisme de l'intelligence et à l'optimisme de la volonté ».

Monsieur le Président
Qui demande la parole ?

Michelle CASSAR

Avant de me prononcer sur le vote de ce budget supplémentaire du budget principal, je voudrais avoir quelques explications concernant les dépenses d'un montant de 2,8 millions d'euros induites par la mutualisation des ressources humaines, dépenses compensées par le même montant en recettes au titre du remboursement par la Ville de Montpellier des agents mutualisés. Pouvez-vous me donner le nombre et les fonctions exercées par les agents concernés à la Ville et à la Métropole ? Avez-vous pris en compte le glissement vieillissement technicité, le GVT et quid des années à venir ?

Par délibération du 13 décembre 2015, le schéma de mutualisation a été adopté. Cette délibération précisait qu'au-delà de l'obligation juridique, le schéma de mutualisation est surtout l'expression d'un projet politique qui repositionne l'intercommunalité comme une coopérative d'action publique au service des communes et non pas d'une seule et unique commune. En effet, dans le rapport qui nous est présenté aujourd'hui, les mutualisations concernent uniquement les services de la Ville de Montpellier avec ceux de la Métropole, la Direction des Ressources Humaines, nous avons eu déjà le service communication et le service protocole. J'ai nettement l'impression que la ville-centre, à savoir Montpellier, va finir par étouffer les 30 autres communes qui composent la Métropole, et avec toutes les décisions qui ont été prises dernièrement au sein de notre établissement public à l'encontre de l'intérêt de ces citoyens et de celles prises au niveau national, il est impératif et indispensable que chacun d'entre nous défende son territoire et fasse bloc face aux mesures qui vont pénaliser durement les contribuables de nos communes.

Enfin, la mutualisation des services devrait avoir pour effet de faire des économies mais, dans ce cas bien précis, où sont les économies ? Dans le cas contraire, je ne vois pas l'intérêt de cette mesure. Ce dont je suis sûre, c'est que les 30 autres communes vont devoir supporter le coût de cette mutualisation aujourd'hui et dans les 3 ans à venir. Je crains fort que la Chambre régionale des comptes, qui examinera les budgets de la Ville et de la Métropole, ne relève des anomalies que vous devrez assumer. J'attends donc que vous apportiez des réponses claires et je me chargerai d'en informer les contribuables des 31 communes selon une priorité que je me suis fixée. Bien évidemment, Thierry QUILES s'associe à mes propos et nous voterons contre si des réponses satisfaisantes ne nous sont pas apportées. Merci.

Anne BRISSAUD

Monsieur le Président, chers collègues, nous n'avons pas voté le budget primitif, puisque nous ne sommes pas en accord avec les orientations budgétaires que vous avez choisies et les priorités que vous avez données au budget. Nous ne sommes pas en accord, que ce soit sur les dépenses ou sur les solutions à apporter pour faire progresser nos recettes mais aussi sur la mise en place de la mutualisation. En ce qui concerne le budget supplémentaire, il ne revient pas sur les orientations et priorités que vous donnez au budget principal. C'est pourquoi nous voterons également contre ou nous nous abstiendrons. On verra donc, selon les solutions que vous pourrez proposer, peut-être aujourd'hui, on ne sait jamais, ou une vision que vous pourrez apporter, complémentaire de celle que vous avez déjà donnée lors du débat d'orientation budgétaire. Mais il est quand même fort probable que le sujet ne soit pas là aujourd'hui. Donc, le groupe Libres et Humanistes qui s'était abstenu et qui n'avait pas voté contre le budget principal, va continuer à s'abstenir aujourd'hui pour vous donner l'occasion de rectifier le tir, peut-être et, au prochain budget, nous proposer des solutions qui seront plus adaptées à la vie des montpelliérains et des habitants de la Métropole.

Henri ROUILLEAULT

Je voterai pour, comme j'avais voté pour le budget initial, parce qu'il s'agit d'ajustements à la marge, comme il a été dit et que, globalement, cela conduit à conforter la section d'investissement, ce qui est la section clé pour la Métropole. Je trouve simplement que ce serait bien que, comme cela a été fait exclusivement pour le budget principal et pour la seule section d'investissement, à chaque fois qu'il y a un budget supplémentaire, on indique ce que représente ce budget supplémentaire par rapport au budget qui a été initialement voté. C'est une façon d'aider les conseillers communautaires que nous sommes à exercer leurs fonctions de vigilance. Je trouve que, sans aucune difficulté, cette information pourrait figurer dans chacun des rapports sur les budgets supplémentaires.

Monsieur le Président

Je passe la parole à Christian FINA sur les mutualisations et les précisions sur le nombre d'agents.

Christian FINA

Concernant la mutualisation qui concerne donc ce budget supplémentaire, il s'agit de la mutualisation de l'ensemble des services de la Direction des Ressources Humaines. Aujourd'hui, 50 agents à la Métropole et

90 sont mutualisés depuis la Ville de Montpellier sur la Métropole, avec une compensation financière équivalente aux salaires de ces agents. Financièrement, c'est neutre pour la Métropole. Tous les mécanismes de transfert et de mutualisation sont de toute façon travaillés et la CRC est régulièrement informée des avancées. Tout cela est complètement codifié, calibré et, il n'y a donc aucun risque de dérive particulière. Je voudrais préciser de plus que, concernant notamment les ressources humaines, nous avons régulièrement, avec l'ensemble des directeurs généraux des services des 31 communes, des réunions, où on fait le point sur les avancées des projets liés au schéma de mutualisation. On respecte strictement le processus qui a été voté en Conseil métropolitain et qui concerne la mutualisation de l'ensemble des services.

Maintenant, vous le savez, la mutualisation est une mutualisation à la carte et, donc, les communes sont libres de rentrer sur un certain nombre de projets, dans ce schéma mutualisation, ou pas. De toute façon, l'assemblée délibérante est tenue annuellement de faire l'état (et donc on aura à délibérer sur l'avancée du schéma de mutualisation). On le fera en fin d'année. Dernier point, je précise, et cela concerne davantage les ressources humaines, que, régulièrement, un réseau des responsables des ressources humaines des 31 communes a été mis en place et que ce réseau qui se réunit régulièrement, lui aussi, travaille à la mise en œuvre d'un certain nombre de rapprochements sur les questions de mutualisation. Je rappelle que c'est la volonté des Maires et des communes d'aller vers ce schéma de mutualisation sur un certain nombre de fonctions. Et je mettrai une première fonction en avant : on travaille actuellement sur l'idée de mettre en œuvre un schéma de formation mutualisé à l'échelle des 31 communes et de la Métropole. Cela peut être un premier élément qui va vers cette volonté de travailler ensemble dans le cadre de la coopérative de services et de la Charte des Maires.

Max LEVITA

Madame CASSAR, je vous remercie de votre intervention. Je voulais réagir aux déclarations de notre collègue, Cyril MEUNIER mais, comme il n'est pas là, cela m'ennuyait de dire des choses sur son intervention. Mais, comme vous dites à peu près la même chose, cela me permet de répondre. Dans son interview au *Midi Libre* 23 juillet, il indique qu'une façon d'obtenir les décisions du Président consiste à transférer des moyens de la Métropole vers la Ville de Montpellier. Je lis l'article : « vers Montpellier où Philippe SAUREL est en difficulté financière, après avoir annoncé qu'il n'y aurait aucune hausse des impôts. » Sur la ville de Montpellier. Jusqu'à maintenant, on s'était interdit, à la Métropole, de dire des choses sur ce qui se passait dans les autres communes.

Monsieur le Président

Mais puisqu'il a ouvert la boîte de Pandore, je vais en profiter. Merci Max.

Max LEVITA

A l'heure actuelle, la Ville de Montpellier n'a pas plus de difficultés financières que les 30 autres communes. Les comptes sont à votre disposition si vous voulez les voir. Ce sont des comptes publics et le Président SAUREL et moi, dans la mesure où nous sommes mutualisés, de fait, nous sommes extrêmement attentifs à veiller à ce qu'il n'y ait pas de choses suspectes dans un sens ou dans l'autre. Les comptes sur la mutualisation vous seront donc fournis quand vous le voudrez avec précision avec les noms et les salaires si vous y tenez. Il n'y a donc pas de mouvements suspects qui auront lieu entre la Ville de Montpellier et la Métropole. Pas plus d'ailleurs qu'entre la Ville de Montpellier et n'importe quelle commune de la Métropole. Il s'agit là d'un procès d'intention que d'interpréter de cette manière. Autant les interpréter sur un plan politique car nous sommes là pour faire de la politique et pas des mauvaises querelles sur des terrains qui sont dangereux puisqu'il s'agit des finances et des impôts que paient nos concitoyens. Si nous mettons nous-mêmes des éléments de croyance dans notre perversité, nous allons nous noyer tous ensemble et nous sommes perdus.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LEVITA. Par respect pour le Pacte de confiance des Maires, je ne dirai pas un seul mot sur la gestion de Lattes, qui ne me regarde pas. Elle appartient à son Maire et à ses élus. Moi, je le respecte le Pacte de confiance des maires. Par contre, quand il y a des mensonges dans la presse, on dénonce les mensonges. Mais ce n'est pas grave. Cela passera. Ce qui m'intéresse davantage, c'est la population de Lattes, les Lattois. Et je voudrais m'adresser à eux. Je voudrais leur dire que ce n'est pas parce que le Maire n'est plus Vice-Président que la ville a disparu de la Métropole. Il ne faut pas confondre un problème personnel et une action politique communale. Cela n'a rien à voir. Nous avons toujours autant d'intérêt à la Métropole, pour la ville de Lattes et ses habitants. Que le Maire soit Vice-Président ou pas Vice-Président, cela ne change rien pour eux. Ce que nous avons à faire pour la Ville de Lattes, nous le ferons. Et il y a beaucoup d'élus, à Lattes. Il n'y a pas que le Maire. Je m'adresse aux citoyens de Lattes. Et je leur dis que la ville de Lattes compte beaucoup pour Montpellier et pour la Métropole. Et que nous continuerons à travailler avec elle normalement même si le Maire n'est plus Vice-Président. C'est simple. Et je dis d'ailleurs la même chose à d'autres qui se sont exprimés dans la presse en m'adressant à leurs propres populations. Et s'ils vont plus

avant dans la gestion de Montpellier, je ferai l'analyse publique et détaillée des derniers résultats des élections dans leurs propres communes. Comme ça on parlera du pays. Cela ne me fait pas peur, j'ai l'habitude.

Je mets aux voix.

Qui est contre ? Trois contre. Monsieur LARUE ? Vous êtes contre ? Vous vous êtes abstenu, tout à l'heure, mais vous êtes tout seul. Cela me fait plaisir de voir quelqu'un qui est tout seul et qui ose être contre. C'est courageux de votre part. J'apprécie beaucoup. Vous n'êtes pas dans un groupe, vous, vous êtes tout seul. Le groupe c'est vous. Qui est contre ? Pardonnez-moi je suis allé trop vite dans le vote. Trois contre. Qui s'abstient ? Six abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (6 abstentions et 3 votes contre).

Ont voté contre : Mme M. CASSAR, M. A. LARUE, M. T. QUILES.

Se sont abstenus : Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, Mme C. DARDE, M. JP. GRAND, M. H. MARTIN, M. E. PETIT.

AFFAIRE N° 13 : FINANCES - AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2017 - ADOPTION

Mme NAVARRE sort de séance.

Mme DANAN entre en séance.

Max LEVITA

Il s'agit d'affectation de subventions 2017. Vous les avez sous les yeux. Nous diminuons de 4 000 euros la subvention pour l'opération « vins en Chine ». Auparavant nous avions donné 40 000 euros. Pour l'Office du Tourisme de Montpellier, il s'agit d'un ajout concernant la subvention, de 90 000 euros aux 2 214 000 euros inscrits dans le budget primitif. La dernière modification concerne la subvention à la Chambre d'Agriculture qui change d'affectation en passant de l'aménagement du territoire à l'action économique.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ?

Éric PETIT

J'interviens pour le groupe Libres et Humanistes. L'année dernière, nous sommes déjà intervenus sur ces subventions accordées à l'Association pour la Promotion des Flux Touristiques et Economiques dit APFTE. Il semble que cette année cette subvention soit inscrite sur la bonne ligne comptable du budget, comme demandé par la Cour des comptes. Il semblerait également, d'après les informations prises en commission des finances, que nous n'avons pas reçu d'avis défavorable de Monsieur le Préfet. Néanmoins, je voudrais savoir si cette subvention a fait l'objet d'une notification auprès de la Commission européenne, comme préconisé par cette même Cour des comptes, l'année dernière. Auquel cas, quelles sont les conclusions ? Merci de bien vouloir éclairer l'Assemblée sur ce sujet et de nous faire part de la position officielle de Monsieur le Préfet.

Monsieur le Président

Pour l'APFTE, c'est la dernière année où Monsieur le Préfet nous donne la possibilité d'intervenir. Nous sommes dans cette affaire autour de la table du conseil de surveillance de l'aéroport, avec la Région et Madame DELGA qui est sur la même position que nous sur ce point. Nous en sommes là. Monsieur le Préfet nous a indiqué que c'était la dernière fois que nous pouvions financer cette association de cette manière là

M ROUILLEAULT.

Henri ROUILLEAULT

Je serais très rapide puisque vous avez déjà répondu à une partie du sujet. Comme avec l'intervention précédente, j'indique qu'il est souhaitable que les conseillers communautaires puissent exercer leur fonction de vigilance. Quand il y a des subventions supplémentaires, il serait positif que nous ayons la subvention de l'année 2016 et la subvention du budget principal pour l'année 2017. Pour avoir des références et éviter un travail long et fastidieux, sans difficulté.

Monsieur le Président

En parlant de vigilance, et suite au rapport sur l'audit de l'Office du Tourisme qui a été exposé par le cabinet KPMG et eu égard aux dysfonctionnements en termes de personnel qui ont été relevés, concernant des emplois dits de complaisance, vous savez que la loi oblige les collectivités à le signaler sinon elles sont en défaut. Cela a donc été signalé auprès du procureur.

Sur cette affaire, Monsieur COUR, Monsieur BARRAL, Madame NAVARRE, Madame LEVY-RAMEAU, Monsieur MEUNIER Madame GUIRAUD, Monsieur JAOU, Monsieur MEISSONNIER, Madame TOUZARD, Madame MARION, Monsieur SEGURA, Monsieur SAVY, Madame KERANGUEVEN, Monsieur PENSO, Monsieur PASTOR, Monsieur ABERT et Monsieur COUSQUER ne prennent pas part au vote.

Hervé MARTIN

Est-il possible de faire un vote séparé ?

Monsieur le Président

Vous me mettez dans une situation très inconfortable, Monsieur MARTIN, parce que je le refuse de façon systématique lorsque le Front National me le demande. Vous le savez, vous êtes au Conseil Municipal de Montpellier. Je ne peux pas l'accepter, par parallélisme des formes.

Hervé MARTIN

Excusez-moi mais, jusqu'à aujourd'hui, y compris par vous, cette demande a toujours été acceptée. Ce n'est pas la première fois que je fais cette demande. Je le fais à chaque fois où il y a un vote sur l'association pour la promotion des flux touristiques.

Monsieur le Président

Alors je n'ai pas les mêmes règles ici, à la Métropole qu'à la Ville.

Hervé MARTIN

Ici vous l'avez toujours accepté, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Mais pas à la Ville.

Hervé MARTIN

Dans la mesure où je crois que cette subvention n'est plus votée à la Ville, je n'ai pas eu à faire cette demande à la Ville.

Monsieur le Président

J'ai entendu. On va proposer un vote séparé, si l'Assemblée est d'accord. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

Je mets aux voix, donc, toutes les subventions moins l'APFTE.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité pour l'ensemble des subventions hors APFTE (Association de Promotion des Flux Touristiques et Economiques) (17 NPPV).

N'ont pas pris part au vote : Monsieur COUR, Monsieur BARRAL, Mme NAVARRE, Mme LEVY-RAMEAU, Monsieur MEUNIER Mme GUIRAUD, Monsieur JAOU, Monsieur MEISSONNIER Mme TOUZARD, Mme MARION, Monsieur SEGURA, Monsieur SAVY, Madame KERANGUEVEN, Monsieur PENSO, Monsieur PASTOR, Monsieur ABERT, Monsieur COUSQUER.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'APFTE.

4 contre et 3 abstentions.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération (partie relative à la subvention APFTE) est adoptée à la majorité des voix exprimées (3 abstentions, 4 votes contre et 17 NPPV).

Ont voté contre : Mme. A. BRISSAUD, Mme. S. BOUALLAGA, M. H. MARTIN, M. E. PETIT.

Se sont abstenus : Mme. I. GIANIEL, Mme C. JABADO, M. REVOL

N'ont pas pris part au vote : Monsieur COUR, Monsieur BARRAL, Mme NAVARRE, Mme LEVY-RAMEAU, Monsieur MEUNIER Mme GUIRAUD, Monsieur JAOU, Monsieur MEISSONNIER Mme TOUZARD, Mme MARION, Monsieur SEGURA, Monsieur SAVY, Madame KERANGUEVEN, Monsieur PENSO, Monsieur PASTOR, Monsieur ABERT, Monsieur COUSQUER.

AFFAIRE N° 14 : FINANCES - VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - CREATIONS - REVISIONS - CLOTURES - APPROBATION

Max LEVITA

Nous fonctionnons en autorisations de programme et en crédits de paiement. Il est donc nécessaire de présenter à l'Assemblée toutes les nouvelles autorisations de programme ainsi que les modifications. En création, sur le budget principal, nous vous proposons d'inscrire le Pacte métropolitain d'innovation avec l'opération Montpellier Capital Santé (MCS) avec un montant d'autorisations de programme de 3 590 000 euros dont la réalisation est prévue sur 2017, 2018 et 2019. De la même manière, je vous propose une nouvelle autorisation de programme (AP) concernant le transfert de la médiathèque Fellini sur la médiathèque Émile Zola. C'est une opération de 6 200 000 euros répartis sur les années 2017, 2018, 2019 et 2020. Avec 531 000 euros pour 2017.

Je vous propose également une révision des autorisations de programme en ce qui concerne l'enseignement supérieur et la recherche. Dans le cadre de notre contrat avec l'État sur le contrat de plan État-Région. Avec une AP de 11 803 000 euros avec une réalisation en 2017, 2018, 2019 et 2020.

Sur les pôles territoriaux, il s'agit d'une opération extrêmement compliquée puisqu'il s'agit à la fois d'une AP et d'un crédit de paiement pour l'année 2017. Nous sommes dans ce domaine dans le cadre de la décision du Pacte de confiance qui exige de nous que tout euro transféré par les communes à la Métropole soit utilisé sur le territoire de la commune, ce qui exige un effort de comptabilité gigantesque. On vous a donné la répartition. Cet état a été réalisé il y a environ un mois, avec discussion avec vos administrations respectives. Il est possible qu'entre cette date et aujourd'hui il y ait eu des modifications. S'il y a des modifications, nous en tiendrons compte dans le vote de la DM en octobre ou novembre. Aujourd'hui, il s'agit de l'état de la situation des réalisations intérieures sur ce qui relève des transports et voirie, de l'aménagement du territoire, notamment l'équipement électrique. Dans le total des APCP, on a tenu compte dans chacun des cas des décisions prises par chacune des communes concernant le partage de la taxe d'aménagement entre la commune et la Métropole.

Je répondrai à vos questions si nécessaire. Je vous demande de clôturer l'opération étude route de la mer. C'était une opération à 1 268 000 euros, elle est terminée et nous l'avons réalisée pour 887 000 euros. Je vous propose également de supprimer pour clôture les investissements DSP transport pour 42 millions d'euros. Nous avons réalisé 10 millions d'euros. Et enfin l'opération concernant Saint-Brès/Baillargues c'est une à 14 598 000 euros. Elle a été clôturée à 14 338 000 euros.

Thierry DEWINTRE

J'ai bien entendu qu'il s'agissait d'un décompte arrêté à une période. De notre côté, nous avons fait le travail dans nos services et cela ne correspond pas. Je retiens donc bien l'idée que cela sera revu lors d'une prochaine DM pour se caler avec une date commune, il s'agit là de comptabilité mais il faudra que ce soit fait pour la prochaine fois, merci.

Pierre DUDIEUZERE

Je voudrais intervenir sur les pôles voirie, il y a des sommes transférées. Nous en avons discuté. Mais je souhaite et les Maires autour de cette Assemblée sont tous de mon avis, que la mise en œuvre se fasse rapidement car la voirie est essentielle pour nous. Et deuxièmement, que l'on privilégie, tant que faire se peut, les entreprises locales qui sont exsangues et ont besoin de travailler au quotidien. Merci.

Monsieur le Président

Dans le contrat que nous avons passé avec la Fédération des travaux publics et du bâtiment tout à l'heure, il y a une clause dont on n'a pas parlé qui est l'allotissement. Grâce à lui, en divisant les lots, on peut obtenir de mobiliser, outre les grands groupes, les entreprises locales qui peuvent répondre aux appels d'offres.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Une abstention. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

S'est abstenu : M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 15 : FINANCES - ADMISSION EN NON VALEUR DE TITRES DE RECETTE POUR L'EXERCICE 2017 - BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES - APPROBATION

Mme NAVARRE entre en séance.

Max LEVITA

Je vous propose une admission en non-valeur pour le budget annexe des services funéraires à hauteur de 32 588 euros pour des raisons évidentes. Nous avons poursuivi et pas réussi, donc, l'agent comptable nous demande de clôturer pour cette dépense.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 16 : FINANCES - REMISE GRACIEUSE TRESORIER - APPROBATION

Max LEVITA

C'est la dernière opération que je vais vous proposer, mes chers collègues. C'est une remise gracieuse. Le juge de la Chambre régionale des comptes a rendu Monsieur Claude CHAVAS qui était l'ancien comptable public débiteur de la somme de 489 671 euros parce qu'il a estimé que le comptable a mis en paiement des factures en l'absence de pièces justificatives. Monsieur Claude CHAVAS a sollicité auprès du ministère une remise gracieuse de ces sommes. Mais cette remise ne peut être accordée qu'après avis favorable de la Métropole. Je vous propose de donner un avis favorable car nous n'avons rien perdu dans cette opération et que le comptable a bien payé ce que nous lui demandions de payer.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Abstentions.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 17 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - CONTRAT D'OBJECTIFS TERRITORIAL ENERGIE CLIMAT (COTEC) ET ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT ENTRE L'AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE (ADEME) ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit par cette délibération d'accepter le contrat que nous passons avec l'ADEME et qui nous permet d'obtenir une subvention importante de 450 000 euros.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 18 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - CLAPIERS - ZAC COMMUNALE DU CASTELET - AVIS DU CONSEIL DE METROPOLE SUR LE PROGRAMME D'EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC - CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LE RACCORDEMENT AU RESEAU EAUX USEES - APPROBATION

M. R. YOUSSEF sort de séance.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 19 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - COMMUNE DE VENDARGUES - 2EME MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 20 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DU CRES - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 21 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE LATTES - SECTEUR MAURIN AVENUE DE MAGUELONE - INSTAURATION D'UN PERIMETRE DE PUP - CONVENTION AVEC AMETIS IDEOM - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE LATTES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Vous voyez ce n'est pas parce que le Maire n'est plus Vice-Président que l'on n'aide plus les PUP. Je m'adresse aux habitants de la ville de Lattes.

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 22 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) RD 58 AVENUE DE L'AGAU - COMMUNE DE LATTES - CONVENTION AVEC MM SOUVIGNET ET CARRARA - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE LATTES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - "SECTEUR DU COLLEGE" - CONVENTION AVEC L'ORGANISME DE GESTION DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE (OGEC) SAINT LOUIS-SAINT CHARLES - CONVENTION DE REVERSEMENT A LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de conclure une convention avec l'organisme de gestion de l'enseignement catholique afin de réaliser les travaux d'aménagement nécessaires à cette opération. 584 600 euros HT dont 221 250 euros de compétence métropolitaine pour la voirie, 363 000 euros de compétence communale. Le secteur du collège participera à hauteur de 364 600 euros dont 143 350 euros seront reversés à la commune. La commune participe pour sa part à hauteur de 220 000 euros. Qui demande la parole ? Personne.

Madame JANNIN ne prend pas part au vote.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 NPPV).

N'a pas pris part au vote : Madame JANNIN.

AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - TAXE D'AMENAGEMENT - SUPPRESSION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT MAJOREE - COMMUNE DE RESTINCLIERES

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE - STRATEGIE D'ANTICIPATION ET DE GESTION DES IMPACTS DE L'AMENAGEMENT SUR L'ENVIRONNEMENT - THESE CIFRE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DEPLACEMENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 26 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC LES MAZES - LOT 104 A SAINT-DREZERY - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Madame DEMON, Madame LEVY-RAMEAU, Monsieur PELLET et Monsieur SEGURA ne prennent pas part au vote.

René REVOL

Avant d'aborder les questions de logement, je voudrais vous poser une question, Monsieur le Président ; quelle est votre position concernant la décision gouvernementale de baisser de manière indifférenciée l'APL de cinq euros pour tous ? Je m'excuse, mais vous avez fait un groupe politique avec des apparentés, et l'on peut, aussi, vous posez des questions politiques.

Permettez que je termine mon intervention. Je sais que vous n'avez pas l'habitude mais c'est comme cela que cela se passe en démocratie.

Monsieur le Président

Monsieur REVOL, ne me faites pas des cours de démocratie.

René REVOL

Ma question est pertinente et j'attends votre réponse dans la mesure où il suffit d'avoir été Maire et de présider assidûment un CCAS pour s'apercevoir qu'il y a de nombreuses familles pour qui 5 euros représentent une somme considérable. Quand on est dans une Métropole où 14 % de la population est en dessous du seuil de pauvreté ou dans la Ville de Montpellier c'est le cas pour 25 % de la population, et quand on sait que les moins de 25 ans et pas seulement les étudiants n'ont droit à aucune ressource. Ces 5 euros pèsent très lourd dans le calcul des budgets des ménages. Il y a d'ailleurs, parmi les députés qui soutiennent le gouvernement, certains qui ont eu le courage de dire qu'il fallait revoir cette mesure. Je considère, au-delà de toute polémique politique, qu'il faut éviter de donner ce message à la rentrée avec 5 euros de moins dans les APL. Cela me paraît très dangereux pour les plus fragiles même si, par ailleurs il faut bien envisager une réforme

de l'aide au logement pour qu'elle soit plus juste et plus efficace. Mais cela ne peut pas se faire par une baisse indifférenciée qui frappe tout le monde et donc, proportionnellement, plus les plus pauvres.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention. Monsieur LEVITA va vous répondre sur la fiscalité liée aux mesures gouvernementales, mais je ferai une réponse un peu plus politique tout à l'heure.

Max LEVITA

Je ne représente pas le gouvernement mais nous sommes dans une situation extrêmement particulière. Nous avons un nouveau gouvernement qui a découvert un trou entre 5 et 9 milliards d'euros. Pour tenir la promesse des 3 % que nous nous sommes engagés à tenir vis-à-vis de l'Europe, le gouvernement n'a pas pu faire autre chose. Il ne peut pas prendre des décisions fondamentales en un mois. Il a pris la technique du rabot. Tous les domaines, dans lesquels il intervient, sont des domaines douloureux. Quand on diminue de 850 millions d'euros les crédits affectés aux armées alors qu'elles sont en pleine opérations extérieures et que nous savons que nos soldats interviennent dans des conditions difficiles, où leur sécurité est en jeu, c'est une décision compliquée. Je l'ai dit dans mon intervention tout à l'heure en reprenant ce qu'a dit le Premier ministre. C'est douloureux, ce sera douloureux. Le problème ce n'est pas l'APL. Cela en fait partie et vous avez raison, il s'agit d'une population fragile dans une situation compliquée pour une partie. Mais ce n'est pas le cas pour les 6 millions de personnes concernées. Chaque fois que ce gouvernement va toucher à quelque chose il y aura le chœur de tous les protestataires, mais, pour le moment, il faut tenir. Sans quoi, mes chers collègues, le sort de la Grèce vous est promis dans 5, 6, ou 10 ans. C'est un choix fondamental

C'est ce qui se joue aujourd'hui à l'Assemblée nationale et on s'aperçoit que chaque fois que l'on touche à quelque chose il y a des intérêts politiques, industriels, personnels qui rentrent en jeu. Cela sera douloureux, mes chers collègues. Cela sera douloureux partout et pour tout le monde. La baisse de 13 milliards adressée aux collectivités locales dont je ne peux vous donner le détail sera difficile, très difficile. Mais, si on ne touche à rien, cela ne sert à rien de gérer. Nous sommes dans une situation compliquée, extrêmement compliquée, et il faut en sortir. Sans quoi, cela signifie que nous choisissons d'être la Grèce dans 10 ans. C'est un choix politique.

Henri ROUILLEAULT

Il faut éviter de raisonner comme cela en blanc ou noir trop facilement. Évidemment, la dette de la France est une menace et il faut en avoir tout à fait conscience. C'est une menace douce pour le moment car les taux sont très bas mais, le jour où les taux d'intérêt remonteront, ce sera une menace très sérieuse. En même temps, il faut que les efforts soient répartis de manière juste. De ce point de vue, annoncer cette décision au moment où, par ailleurs, le gouvernement entend supprimer l'impôt sur la grande fortune, hors l'immobilier pour lequel il resterait, je pense que c'est tout à fait maladroit et je pense que le gouvernement serait bien avisé de lire toute une série de publications de presse, aujourd'hui, pour voir que, sur ce point-là, il s'est mis fortement en difficulté. Je pense donc qu'il est très important d'être à la fois lucide et de garder l'objectif de justice.

Monsieur le Président

Je vais répondre à votre question parce que je ne vais pas me défilier. Nous avons conscience de la précarité d'un certain nombre d'étudiants à la Métropole, et pas seulement les étudiants car tous les jeunes ne sont pas forcément des étudiants. Il y a aussi des jeunes qui travaillent ou sont demandeurs d'emploi. C'est la raison pour laquelle nous avons, dans les tarifs de TaM, maintenu, de façon permanente depuis trois ans, la diminution de l'abonnement TaM pour les jeunes entre 16 et 25, ce qui correspond à l'âge où les missions locales d'insertion des jeunes fonctionnent pour eux. Nous avons descendu l'abonnement de 245 euros à 196 euros. Soit moins 50 euros. Si vous voulez mon avis et en référence à ma culture socialiste, dans laquelle je puise avec un certain plaisir quelquefois, je dirais qu'il faudrait davantage l'assortir aux conditions sociales de chaque individu. L'APL pourrait faire partie de ces aides assorties au niveau de revenu de l'étudiant. Comme l'a dit Max, tous les étudiants ne vivent pas dans les mêmes conditions sociales. L'appliquer de manière systématique sur tous les étudiants mériterait donc peut-être des précisions supplémentaires pour ceux qui en ont le plus besoin et ceux qui en ont le moins besoin. Ce serait une sorte de tarifs sociaux. Ceci dit, 5 euros, ce n'est pas 50 euros. La limite est donc à trouver entre les deux. Ces débats commencent à devenir très intéressants.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ?

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (4 NPPV).

N'ont pas pris part au vote : Madame DEMON, Madame LEVY-RAMEAU, Monsieur PELLET et Monsieur SEGURA.

AFFAIRE N° 27 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC LES MAZES LOT 104 - SAINT-DREZERY - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. DUDIEUZERE sort de séance.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

N'ont pas pris part au vote : Madame DEMON, Madame LEVY-RAMEAU, Monsieur PELLET et Monsieur SEGURA.

AFFAIRE N° 28 : LOGEMENT - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2017-2021 - QUARTIERS COURREAU / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 29 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE"2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE QUARANTE ET UN LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 30 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 152 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION - RESIDENCE SOCIALE JEUNES ACTIFS "DIVER'CITY" - ZAC EUREKA, LOT 18A A CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE ADOMA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 31 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RESIDENCE « ELAÏA » - RUE DES ACONITS A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (4 NPPV).

N'ont pas pris part au vote : Madame DEMON, Madame LEVY-RAMEAU, Monsieur PELLET et Monsieur SEGURA.

AFFAIRE N° 32 : LOGEMENT ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS INTERVENANTS DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT – CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention auprès de Chantal MARION ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 NPPV).

N'ont pas pris part au vote : Madame LEVY-RAMEAU, et Monsieur SEGURA.

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES POUR LA REHABILITATION ET LA REFECTION DES RESEAUX D'EAU DES CITES UNIVERSITAIRES "TRIOLET E" "BOUTONNET G" "VERT BOIS" ET "VOIE DOMITIENNE" A MONTPELLIER - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 34 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CREATION D'UN NOUVEAU SITE POUR LA PRODUCTION DE SERVICES INFORMATIQUES DE LA SOCIETE COMPUTACENTER - AVENANT A LA CONVENTION RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURESIGNATURE

M. B. TRAVIER sort de séance.

Monsieur le Président

Monsieur PETIT.

Éric PETIT

Je me permets de m'exprimer sur cette affaire au nom du groupe Libres et Humanistes. Cette affaire ressemble quelque part à la délibération sur les subventions pour les associations pour les flux touristiques et économiques. En effet, sans remettre en cause les différentes actions menées par la Métropole pour favoriser l'emploi des jeunes diplômés sur le secteur informatique, il me semble nécessaire de définir les règles d'attribution de ces subventions, de manière à clarifier le partenariat public-privé que l'on pourrait qualifier en l'espèce. Pour la parfaite information de ceux qui nous suivent Computa-center est une entreprise cotée en Bourse sur le marché anglais, présente en Europe, notamment en France, avec des agences de Nantes ; Anthony ; Aix ; Lille ; Toulouse ou Lyon et depuis 2 ans au Liner à Montpellier. Computa-center est dans une logique de croissance européenne comme de multiples sociétés privées de ce secteur.

Quelques observations. Le site français de la société ne propose pas d'offres de postes à ce jour pour la plateforme de Montpellier. Peut-être que tous les emplois sont déjà pourvus par cette société. Le montant global reçu en pécuniaire est de l'ordre de 1,2 million d'euros pour son implantation à Montpellier et la création de 270 postes sachant que la métropole donne 250 000 euros, la Région abonde et l'État abonde pour un total global d'un peu plus de 1,2 million d'euros. Ce qui correspond, pour une création de 270 postes, rame-

née à une embauche, à une aide par embauche de 4 444,44 euros par poste. Ne serait-il pas judicieux de créer un fonds de placement comme je l'ai déjà demandé, dédié aux subventions vers le privé permettant plus de suivi et de transparence de ces aides financières. Ce fonds pourrait se permettre des prises de participations dans des sociétés en devenir ou se permettre des contrats garantissant un retour sur investissement éventuel. Dans le cas de sociétés matures et en économie de croissance, voire internationale, et encore, même dans le Brexit, je ne pense pas que ce type d'aide soit du ressort des collectivités.

Deuxièmement, nos Startups locales, sans faire de nationalisme primaire, ne pourraient-elles pas bénéficier de ces aides en ces temps où l'argent fait cruellement défaut. En ce qui concerne cette délibération, il n'est demandé au Conseil qu'une prolongation de la durée de mise en application du plan initial assujéti aux aides. L'État et la Région ont-ils déjà donné leur accord ? Par contre, il n'est pas question à cette heure de remettre en question les fonds déjà prévus. Mais, quelles que soient les raisons du retard évoquées par cette société, il nous semble essentiel de veiller, à l'avenir, à plus de vigilance sur le respect des délais. Une convention se doit d'être respectée par chacune des parties. Nous nous abstenons sur cette délibération.

Chantal MARION

Monsieur PETIT, vous étiez à la commission développement économique. La délibération ne porte pas sur la somme versée par la Métropole mais simplement sur le prolongement de la convention jusqu'au 31 juillet 2019. Vous revenez sur cette subvention mais, moi, s'il y a des entreprises de ce type qui viennent, je les accepte. Vous n'avez pas précisé qu'ils ont tenu leurs promesses puisqu'il y a création de 180 emplois sur la Métropole. Je vous rappelle également que nous payons sur la base des emplois créés. L'argent est versé en fonction des emplois créés. Nous nous en tenons donc à cela. Même si nous n'augmentons pas la subvention. Il s'agit donc seulement d'un prolongement d'un an sur lequel nous demandons de délibérer. Ce genre d'entreprise, quand elle cogne à la porte, on la reçoit. S'il pouvait y en avoir beaucoup plus, nous dirions « banco », tous ici réunis. Nous répondons présents. Je tiens compte de ce que vous dites et nous en reparlerons en commission mais je pense qu'il n'y a rien à dire pour l'instant sur cette entreprise. Cela nous amène des personnes qui viennent de l'international, par l'aéroport, à cette entreprise. Ils visitent Montpellier ce qui nous amène du tourisme d'affaires qui n'est pas comptabilisé là-dedans ainsi que des emplois indirects. Je pense que ce genre d'accueil et d'accompagnement est capital pour la Métropole.

Monsieur le Président

Merci. Il faut rendre à César ce qui appartient à César. C'est Monsieur MOURE qui a fait le premier travail pour faire venir cette entreprise. Il y a 270 emplois en tout et 180 créés. Et nous payons sur le critère des emplois créés comme l'a dit Madame MARION. Savez-vous ce que fait cette entreprise ? Sur quoi ils travaillent ? Je le sais mais ça m'intéresse de savoir si vous le savez.

Éric PETIT

Ils travaillent sur beaucoup de schémas différents. Ils font beaucoup de logistique et d'aide aux sociétés avec des applications pour les sociétés. La plate-forme sur Montpellier est surtout dédiée à des supports techniques extérieurs contrairement aux autres agences qui sont sur Nantes, notamment, qui font du commercial et des sites en ligne. Puisque vous les connaissez très bien, vous irez sur leur site et vous verrez que la plupart des embauches sont faites hors Montpellier et sont sur des sites où, de fait, ils ont besoin d'ingénieurs techniciens et de personnes très spécialisées. Si vous voulez, on peut en parler, moi, c'est mon métier, si cela vous intéresse, on peut le faire. N'essayez pas de dire que je ne connais pas.

Monsieur le Président

Je ne vais pas vous interroger sur la manière d'extraire une molaire.

Éric PETIT

Exactement. Je ne vais pas vous le demander. Chacun son métier.

Monsieur le Président

Je vais vous dire ce qu'ils font. Ils travaillent pour Airbus. L'essentiel de leur activité concerne Airbus Toulouse. Je trouve que c'est fondamental que nous ayons cette liaison.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Trois abstentions. Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

AFFAIRE N° 35 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF SA LA METROPOLITAINE DE SERVICES - SUBVENTION - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. DUDIEUZERE, M. B. TRAVIER et M. R. YOUSSEUS entrent en séance.

Monsieur le Président

Il s'agit d'une société qui propose de l'insertion notamment dans les emplois de services.

Sabria BOUALLAGA

J'aurais deux questions. Je me réjouis d'abord du fait que l'on mette cette affaire à l'ordre du jour puisqu'il s'agit de venir en aide à des populations largement défavorisées. Il s'agit de personnes issues prioritairement des quartiers prioritaires. Il ne faut pas forcément les favoriser mais il faut souligner qu'ils sont deux fois plus touchés que les gens qui habitent hors de ces zones, par le chômage. Des enquêtes sont affligeantes à ce sujet. Il est aussi nécessaire de souligner l'importance de ce genre d'initiative qui va redonner un peu d'espoir aux gens issus de ces quartiers prioritaires. Je pense que cette affaire est le début de quelque chose. Et, j'espère, pas la fin. Concernant ces contrats proposés aux jeunes, je souhaiterais savoir s'il s'agit d'actions qui seront menées uniquement sur la ville de Montpellier. J'imagine que oui.

Deuxièmement, j'imagine qu'il y aura un accompagnement et de la formation et j'aimerais connaître la forme des contrats qui seront proposés. Y aurait-il un turnover ? Il faut savoir que les jeunes dans ces quartiers sont très nombreux et on risque peut-être d'être victime du succès de cette entreprise. Cela va peut-être redonner confiance à ces jeunes, leur redonner des responsabilités et de la reconnaissance, puisque la reconnaissance passe aussi par le travail et pas uniquement par l'assistanat. Il faudra donc les accompagner soit pour que l'emploi soit pérennisé soit leur redonner confiance pour trouver un emploi. Est-ce que cela sera des emplois éphémères avec un turnover important pour ces jeunes ou de l'accompagnement et de la formation uniquement ?

Monsieur le Président

Nous souhaitons que les jeunes aient des emplois pérennes. L'accompagnement sera donc adapté pour qu'ils puissent l'obtenir.

Sabria BOUALLAGA

Est-ce que si la société grossit, l'emploi pourrait aussi croître ?

Monsieur le Président

Bien sûr. C'est le but.

Sabria BOUALLAGA

Quel est le nombre d'emplois au départ ?

Monsieur le Président

Pour l'instant nous sommes sur la phase de création. Pas en phase opérationnelle.

Sabria BOUALLAGA

Les thématiques concerneront la propreté, la construction ?

Monsieur le Président

Oui, les services, les aides à la personne.

Sabria BOUALLAGA

Oui puisque ce sont des emplois qui ne sont pas touchés par le chômage.

Monsieur le Président

Ce seront des emplois multiservices également dans l'environnement.

Sabria BOUALLAGA

Donc Montpellier sera également plus propre.

Monsieur le Président

Montpellier est très propre.

Merci de votre intervention et merci au Vice-président, Rabii YOUSSEF, qui a beaucoup plaidé pour ce dossier.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 36 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION HELSINKI (FINLANDE) - 13-16 SEPTEMBRE 2017 - WORLD DESIGN WEEKS SUMMIT - PARTICIPATION AU CONGRES INTERNATIONAL DU DESIGN - APPROBATION

Mme R. ILLAIRE et M. E. PETIT sortent de séance.

Chantal MARION

La Métropole s'investit depuis trois ans dans le design. La première année cela concernait une journée. La deuxième année un week-end. Cette année, il y a eu beaucoup d'événements échelonnés tout au long de l'année. Entre autres, une exposition dans l'espace de "coworking" de l'espace French Tech de l'ancienne Mairie. Également, une exposition au niveau du musée Fabre et, aussi à la Maison des Relations Internationales où c'était très intéressant il s'agissait du design des startups dans le domaine médical. Il y a également des conférences de prévues.

Cela concerne ici le développement international, à Helsinki du 13 au 16 septembre. Il s'agit de l'un des plus grands événements au niveau du design, un congrès international. Il s'agit d'être présent sur ce congrès afin de trouver des designers connus mondialement pour enrichir éventuellement notre prochaine semaine du design et d'être présent sur ce salon pour créer des contacts et trouver ces personnes. Qu'on le veuille ou non, le hashtag "passion design" est aujourd'hui connu nationalement et internationalement.

Monsieur le Président

Les pays du Nord sont très forts en design et Helsinki, il y a trois ans, a été capitale mondiale du design. Nous avons la chance que le Maire d'Helsinki ait fait une partie de ses études à Montpellier. Nous avons aussi la chance d'avoir une directrice adjointe de la maison des relations internationales qui est d'origine finlandaise. Elle n'est pas d'Helsinki mais de Tampere.

Qui demande des explications ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 37 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION TEL AVIV ET TIBERIAN - 2 AU 9 SEPTEMBRE 2017 - FRENCH TECH - PARTICIPATION AU TEL AVIV INNOVATION FESTIVAL 2017 ET DEPLACEMENT INSTITUTIONNEL - PARTENARIAT EDF POUR ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISES - APPROBATION

Chantal MARION

C'est important car il s'agit d'une première au niveau de la Métropole. Les entreprises qui vont être accompagnées à Tel-Aviv sur ce grand congrès connu internationalement au niveau du numérique sont ravies. Nous voulions y aller l'an dernier mais c'était trop tard. Nous n'avons pas pu l'organiser. Donc, nous tenons à l'organiser cette année. Grâce à "BigUp for Startup" avec de grands groupes, le groupe EDF va cette fois nous accompagner et accompagner financièrement les entreprises qui vont se déplacer, du 2 au 9 septembre.

EDF participe à hauteur de 750 euros par entreprise. C'est donc un signe fort. C'est la première fois qu'un grand groupe nous accompagne. Nous avons fait un appel au niveau des entreprises qui voulaient être présentes. Nous avons déjà beaucoup de réponses. Nous avons compté, évidemment, et nous sommes obligés de nous limiter à 10 entreprises qui partiront avec nous.

Je voudrais faire un retour sur ce qui s'est passé à San Diego. Dans le cadre de Montpellier Capital Santé. 10 entreprises sont parties à San Diego au plus grand congrès de l'U.S. santé, tourné vers les biotechnologies. Je n'ai pas pu y aller car c'était en période d'élections. Ils ont été accompagnés par l'administration. Je les ai reçus et chacun a reçu, en moyenne, 24 contacts. Ils sont revenus enchantés. Je pense qu'il serait positif, un

jour, de les écouter directement car ils sont nos meilleurs ambassadeurs. Ce genre de congrès est très important pour eux car ils ouvrent des marchés à l'international.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 38 : COHESION SOCIALE - CONTRAT DE VILLE - ATTRIBUTION COMPLÉMENTAIRE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNEE 2017 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. ILLAIRE entre en séance

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (6 NPPV).

N'ont pas pris part au vote : Madame Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme C. DARDE, Mme I. TOUZARD, M. C. MEUNIER, M. G. PASTOR, M. J.-P. RICO.

AFFAIRE N° 39 : COHESION SOCIALE - AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Monsieur le Président

La discussion a eu lieu sur un document qui a pris pour exemple, pour repère, les règlements intérieurs des villes de Castelnau et de Montpellier. Ce règlement a été revu en commission, que j'ai présidée, mot à mot. Nous avons apporté quelques corrections. Il n'y a pas de demande d'intervention.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 40 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Pierre BONNAL

Je pense que Madame MARION sera d'accord avec moi. Concernant le poste sur le BIC, il y a de plus en plus un problème de rémunération. On s'est toujours efforcé, à la Métropole, d'engager les meilleurs. Mais, en l'espèce, on ne peut plus. Parce que les salaires, et je pense que Chantal est d'accord avec moi, ne suivent pas. Lors de tous les entretiens avec les candidats, lorsqu'il s'agit de négocier le salaire, cela pose un problème.

Monsieur le Président

Je suis moi aussi d'accord. Je connais le problème. J'en ai d'ailleurs parlé au Directeur Général des services et nous allons nous pencher sur cette question. Vous avez tout à fait raison de le dire.

Pierre BONNAL

Le problème est de plus en plus crucial.

Monsieur le Président

C'est tout à fait vrai. En remplacement de Madame POMMIER qui est partie il faut prendre la suite de la direction du BIC. Je suis d'accord.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 41 : RESSOURCES HUMAINES - EXPERIMENTATION DU TELETRAVAIL AU BENEFICE DES AGENTS RECONNUS TRAVAILLEURS HANDICAPES - APPROBATION

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 42 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION GENERALE DES SERVICES - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. E. PETIT entre en séance.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues je voulais attirer votre attention sur cette affaire qui se situe dans la continuité de l'affaire que nous avons évoquée tout à l'heure relative aux pôles de mutualisation des ressources humaines pour lequel nous avons donné, en Conseil, un accord, il y a quelques mois et pour lequel est intervenue tout à l'heure ma collègue Madame CASSAR. Comme nous l'avons dit ensemble, l'objectif de la mutualisation est de faire mieux, ensemble mais tous ensemble. En l'occurrence, pour l'instant, la mutualisation concerne essentiellement la commune de Montpellier et la Métropole. Or, on pourrait penser que la mutualisation pourrait concerner l'ensemble des communes de notre territoire.

Aujourd'hui, on nous demande donc d'approuver, au-delà du pôle de mutualisation existant, qui concerne les ressources humaines, le service jeunesse, et le service sport. Dans le dossier précédent, le transfert uniquement du pôle ressource humaines a un impact de 2,8 millions d'euros. Avec une AC, comme vous nous l'avez expliqué, Monsieur LEVITA, mais qui est figée, à un instant T. Aucune étude d'impact ne nous est fournie pour l'évolution. Et nous n'avons aucune fiche pour l'avenir, pour voir cette évolution. Cela signifie qu'en l'état actuel de la mutualisation telle que vous nous la présentez, c'est la Ville de Montpellier qui est en train de transférer ses charges de personnel sur la Métropole. Sans aucune assurance d'évolution des financements à venir. Je pense qu'il n'est pas acceptable qu'aujourd'hui la mutualisation soit le prétexte pour transférer des masses financières. Nous n'avons pas l'avenant. Nous n'avons pas la fiche de transfert. En l'état actuel, je voterai donc contre cet élargissement qui n'est pas transparent et qui ne concerne que la Ville de Montpellier et la Métropole. Or, la mutualisation sur un territoire métropolitain doit associer l'ensemble des communes.

Monsieur le Président

Merci pour cette intervention brillante.

Max LEVITA

Il n'est absolument pas interdit aux 30 autres communes de faire des propositions de mutualisation. Nous l'avons toujours dit. Deuxièmement, cela ne rentre pas dans les compétences transférées. Il s'agit de postes qui seront transférés et la Ville paiera à la Métropole la somme indiquée. On ne rentre pas dans le processus. Cela se fera année par année au niveau comptable.

Catherine DARDE

Vous parlez d'un avenant que nous n'avons pas, vous parlez d'une fiche d'impact que nous n'avons pas. Nous n'en avons pas eu connaissance. Et nous constatons que, pour le précédent transfert, il y a un chiffre de 2,8 millions d'euros qui représentent le coût des agents transférés de la Ville à la Métropole, un instant T. Pour l'instant, il n'y a aucune garantie que, chaque année, se passera ce que vous indiquez. Ce n'est pas un transfert de compétence, c'est une mutualisation. Donc, chaque année, on doit avoir une évaluation de l'impact des agents transférés. Or, nous ne l'avons pas. Nous n'avons pas cette assurance, et vous ajoutez une deuxième couche, avec tous les agents des sports dont je souhaiterais savoir le nombre sur le service. Comprenez bien qu'en l'état on ne peut pas vous donner un blanc-seing pour transférer des agents sans aucune garantie du financement dans l'avenir.

Christian FINA

On ne mutualise qu'un seul poste. C'est un poste de responsable mutualisé sur le secteur de la jeunesse et des sports qui a vocation à travailler en relation avec l'ensemble des communes sur la mise en œuvre d'un dispositif de mutualisation à l'échelle des 31 communes. D'autre part, concernant le schéma de mutualisation, vous savez qu'il n'y a une obligation réglementaire, législative, qui nous conduit, au moment du débat d'orientation budgétaire, annuellement, à produire le rapport sur l'état de la mutualisation. Tous les chiffres, toutes les consolidations du dispositif sont annuellement délibérées et donc présentées en Conseil de Métropole.

Monsieur le Président

La transparence c'est la loi. Madame DARDE, ce n'est pas vous... Où est mon Sénateur ? Où est mon Sénateur ? J'ai le droit de l'appeler comme cela puisque j'ai fait voter pour lui. J'ai le droit de l'appeler ainsi. En plus, mon Sénateur, lorsqu'il prend la parole, ne daigne pas s'abaisser dans la plèbe des élus de la Métropole et va directement prendre la parole au Sénat pour se plaindre. Qu'il pose donc la question que vous venez de poser, Madame, dans l'hémicycle du Sénat. Et il aura une belle réponse du Premier ministre.

Catherine DARDE

Je suis capable moi-même de poser une question ici.

Monsieur le Président

Mais ce n'est pas vous. Que voulez-vous. On change de Vice-Président à Castelnau, et mon Sénateur prend la parole en s'exprimant comme si c'était à lui qu'on avait retiré le poste de Vice-Président. C'est quand même curieux. Ne trouvez-vous pas ? J'attends qu'il soit là pour développer plus. Comme pour la Ville de Lattes. Monsieur REVOL, vous qui nagez dans le Lez, avec mon Sénateur.

René REVOL

Je pense qu'il ne faut pas essayer de détourner le sujet. Il y a une interrogation concernant la mutualisation. Nous avons eu un débat il y a un an sur ce sujet qui nous a permis de poser un cadre sur la mutualisation. Nous sommes tous favorables à une coopération intercommunale pour que la mutualisation soit positive pour tous. Nous l'avons définie comme un jeu gagnant-gagnant. Je constate, ce soir, qu'il y a une interrogation sur ce processus de mutualisation. J'ai bien entendu Monsieur FINA qui nous a expliqué que, effectivement, nous devons faire chaque année, en séance un bilan complet, en fin d'année, de ce processus de mutualisation. Je pense que la sagesse serait de ne pas continuer cette mutualisation cette année tant que le bilan n'est pas fait. En cours d'année, au mois de juillet, on nous propose de poursuivre cette mutualisation avec d'autres secteurs concernés et je pense donc qu'il serait positif de réaliser un premier bilan, pour éclaircir les doutes et éviter des polémiques à ce sujet. Telle est ma position sur cette affaire. Il faudrait que vous ayez la sagesse de la retirer.

Monsieur le Président

Laissez terminer l'orateur.

René REVOL

Il y a des personnes qui m'interrompent pendant que je parle et je leur propose d'avoir le courage de prendre la parole et d'argumenter. Mais je vois que c'est difficile pour elles.

Michelle CASSAR

Dans ce rapport, vous détaillez les missions du pôle dédié à la jeunesse et aux sports. Parmi ces missions, il y en a une qui me choque et je voudrais que les termes de cette mission soient modifiés. Il s'agit de la mise en valeur et du soutien aux sports de proximité avec une attention forte aux actions « dans les quartiers de la ville de Montpellier ». Je souhaiterais que ce paragraphe soit repris selon ces termes : « la mise en valeur et le soutien aux sports de proximité avec une attention forte aux actions portées dans chacune des 31 communes de la Métropole ». Il s'agirait donc simplement de changer ce terme.

Monsieur le Président

Je suis d'accord pour ajouter les 31 communes de la Métropole. Mais vous ne pouvez pas enlever les quartiers de Montpellier car la Métropole possède la compétence politique de la ville. Or, les quartiers politiques de la ville, il n'y en a pas dans vos communes, mais seulement à Montpellier. Je suis d'accord pour ajouter les 31 communes mais, sur les quartiers de Montpellier, les quartiers sont dans la ville de Montpellier et sont donc aujourd'hui traités par la Métropole. La compétence a basculé. Les quartiers considérés comme prioritaires pour la politique de la ville se trouvent exclusivement sur le territoire de la ville de Montpellier. C'est la raison pour laquelle la délibération est rédigée de la sorte.

Jacques DOMERGUE

Monsieur le Président, mes chers collègues, je me délecte de voir qu'avec le changement de vice-présidences les langues se délient. On commence à avoir des informations que l'on n'avait pas. La mutualisation a toujours été prônée comme une réussite sans couacs où tout le monde serait d'accord. Aujourd'hui, on voit que les communes qui ont perdu leur Vice-Président, quelle qu'en soit la raison, trouvent des arguments nombreux pour contester ce principe de mutualisation. Concernant votre Sénateur, je peux vous dire que nous ne le revendiquons pas. Vous l'avez voulu et, comme on dit en catalan, vous vous l'*anchoumez*.

Monsieur le Président

Mais vous savez, Monsieur DOMERGUE, il me va bien, mon Sénateur.

Jacques DOMERGUE

Alors ne vous plaignez pas.

Monsieur le Président

Je parle de mon Sénateur, parce que c'est la réalité. Mais il me va bien. Vous savez qu'il est un peu fantasque par moment mais c'est mon Sénateur.

Jacques DOMERGUE

Je terminerai par un point un peu plus technique sur lequel j'aimerais une précision. Madame DARDE a évoqué deux notions qui ne me paraissent pas les mêmes. Elle a parlé de mutualisation et de transfert de compétences. Je crois que ce sont deux choses qui sont différentes. Quand on transfère une compétence d'une commune sur la Métropole, on transfère en même temps que la compétence l'agent ou la personne qui assurait la compétence. Quand on parle de mutualisation, et c'est quand même l'esprit de la création des métropoles et de toutes les collectivités, il y a une chose qui doit transparaître et qu'on ne voit jamais au grand jour. C'est que le principe de la mutualisation et l'optimisation.

Quand on optimise, on a deux possibilités, soit on réduit les coûts et cela se traduit par des suppressions de postes, soit, avec la même somme, on crée des activités supplémentaires. Sur ce point, peut-être que des explications et précisions mériteraient d'être données car, quand vous parlez aux Métropolitains de mutualisation, ils sont en général pour ce principe du fait des économies d'échelle et de l'efficacité. Mais, derrière, il faut qu'ils comprennent quel est l'intérêt pour la collectivité. Or, l'intérêt, en dehors de l'efficacité et de savoir si le nombre d'agents va être réduit ou si cela permettra des redéploiements sur d'autres activités qui permettront à la Métropole de davantage s'exprimer. Pouvez-vous nous répondre à ce sujet ?

Pierre BONNAL

Monsieur DOMERGUE attend la réponse. Je voudrais savoir ce qu'a décidé le comité technique du 18 juillet. Quel a été son vote ?

Monsieur le Président

Favorable.

Pierre BONNAL

A l'unanimité ? Merci. D'autre part, il y a le mot culture qui est cité. Je vais parler de Castelnau et du Crès et de la Métropole. Nous avons créé un poste de Directeur culturel, tous les trois, avec la Métropole à 50 %, et les deux communes à 50 %. Aujourd'hui, on ne sait pas où l'on va. J'en avais parlé il y a très longtemps avec les services et l'optique était d'avoir une direction culturelle véritablement de terrain, comme on en parle pour le sport. Or, je crains que ce poste ne soit pas maintenu. Je voudrais donc savoir s'il est maintenu et surtout s'il sera pérennisé dans la mesure où, sur la ville de Castelnau, comme sur la ville du Crès, nous sommes très satisfaits des résultats de la personne.

Monsieur le Président

Voilà ainsi un exemple de mutualisation réussie.

Pierre BONNAL

Tout à fait même si vous ne nous avez pas fait l'honneur d'être présent à l'inauguration, ni au Crès, ni à Castelnau, ni dans aucune présentation de la Métropole.

Monsieur le Président

On ne nous a pas fait l'honneur de mettre notre logo sur les invitations.

Pierre BONNAL

Je veux bien le comprendre. Je veux bien mettre le logo de la Métropole partout dès l'instant où la Métropole, d'une façon ou d'une autre, participe à la construction. En ce qui concerne la Ville du Crès, ce n'est pas du tout le cas. Mais vous êtes toujours invité. J'aurais demain l'honneur de recevoir le Vice-Président à la culture.

Monsieur le Président

Je vais vous dire, j'aime le Crès autant que vous. Et j'aime Castelnau autant que le Maire de Castelnau, mon Sénateur.

Pierre BONNAL

J'aime Montpellier autant que vous et j'espère que vous n'augmenterez pas les impôts fonciers à Montpellier.

Monsieur le Président

Je me permets de le dire car, l'autre jour, vous m'avez dit « j'aime Montpellier autant que toi ». Cela m'a fait plaisir et je vous retourne le compliment.

Pierre BONNAL

Merci pour les Cressoises. Mais je n'ai pas ma réponse.

Monsieur le Président

Si, le comité technique à l'unanimité. Votre question concernait la pérennisation du poste. Je suis d'accord pour pérenniser le poste. Mais on va le faire dans des conditions de fonctionnement mutualisées, avec des programmations sur tout le programme théâtre de la Métropole.

Pierre BONNAL

Mais je suis d'accord et le Sénateur aussi.

Monsieur le Président

Ne dites pas le Sénateur mais mon Sénateur.

Pierre BONNAL

C'est le mien aussi. Mais, moi, je n'ai pas voté pour lui.

Henri ROUILLEAULT

Il faut savoir raison garder dans ce genre de débat. À lire la délibération, la question de Madame DARDE était tout à fait légitime. On ne comprenait pas qu'il s'agissait d'un poste. La réponse de Monsieur FINA est également rassurante, de ce point de vue, puisqu'il s'agit d'un poste qui devrait normalement aider à définir davantage les conditions de la coopération intercommunale en la matière. Je pense que le débat était nécessaire. Dont acte. Nous en prendrons compte dans le vote. En ce qui concerne votre Sénateur puisque je n'avais pas voté pour lui, évidemment, je voudrais ajouter une information pour nos collègues, très prochainement, le Sénateur-Maire de Castelnau ne sera plus Sénateur-Maire de Castelnau, du fait de la règle du non-cumul des mandats. Au mois de septembre, il sera remplacé au sein du Conseil municipal, sans vote des citoyens de Castelnau comme c'est la loi dans ces cas-là. Je voudrais simplement dire qu'il y a des rumeurs qui circulent, très inquiétantes, disant qu'il souhaitait rester conseiller communautaire. Ce qui n'apporterait rien à nos débats puisqu'on a pu constater chaque fois qu'il y avait un Conseil communautaire que, soit il n'était pas là, soit il était là le premier quart d'heure pour essayer d'avoir un petit bout d'intervention dans la presse. Je pense qu'il serait plus utile que le futur Maire de Castelnau puisse être membre de cette auguste Assemblée plutôt qu'un honorable absent.

Monsieur le Président

Je voudrais ressortir le Pacte de confiance des maires. Je n'ai qu'un interlocuteur à Castelnau, c'est le Maire de Castelnau. On ne peut pas utiliser cet amphithéâtre comme une scène possible de règlements de compte pour Castelnau. Si vous avez quelque chose à dire concernant Castelnau, vous pouvez le dire au Maire de Castelnau en dehors de cette enceinte. On parle ici de la Métropole. Je comprends que vous ayez des différences de vue politique mais cela ne doit pas intervenir ici.

Carole DONADA

Je veux juste vous dire que le manque de précision de cette délibération nous amène, Monsieur MEUNIER, Monsieur PASTOR et moi-même, à voter contre.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? 9 votes contre et 6 abstentions.

Non mais attendez, vous êtes dans un groupe politique Libres et Humanistes et vous n'avez pas de consigne de vote entre vous.

Alors je recommence, qui est contre ? 9 votes contre.

Qui s'abstient ? 7 abstentions. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (7 abstentions et 9 votes contre).

Ont voté contre : Mme C. DARDE, M. T. DEWINTRE, Mme C. DONADA, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, M. C. MEUNIER, M. E. PASTOR, M. R. REVOL, M. J. VERA.

Se sont abstenus : M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, Mme A. BRISSAUD, M. A. LARUE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND.

AFFAIRE N° 43 : RESSOURCES HUMAINES - REMUNERATION ET COMPENSATION DES ASTREINTES - MODIFICATION DE LA LISTE DES BENEFICIAIRES - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 44 : CULTURE - AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION

M. C. COUR et M. R. REVOL sortent de séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 45 : CULTURE - MEDIATHEQUES - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT A L'ETRANGER DANS LE CADRE DU PRET DE L'EXPOSITION "LEO MALET REVIENT AU BERCAIL" A LA BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE D'HEIDELBERG - APPROBATION

Mme M. CASSAR, Mme. C. CLARAC, Mme. R. BUONO et M. J. VERA sortent de séance.

Bernard TRAVIER

Nous avons en dépôt à la bibliothèque centrale le fonds Léo MALET, cet auteur va être célébré par la bibliothèque municipale d'Heidelberg donc, Monsieur GUDIN DE VALLERIN, en tant que conservateur général de la médiathèque, a été invité. Il est demandé à la Métropole de prendre en charge ses frais de déplacement qui s'élèveront au maximum à 500 euros. C'est un événement important pour la ville de Montpellier puisqu'un des fonds particuliers va être mis en lumière dans la ville.

Monsieur le Président

J'ai lu dans la Gazette qu'il y aurait une entente particulière qui ne se serait pas faite entre le gouvernement des Pays-Bas et le ministère de la Culture français suite à notre projet de Comédie du livre. J'ai reçu aujourd'hui la lettre de l'ambassadeur des Pays-Bas qui m'explique qu'il trouve très étonnant que nous soyons revenus sur notre décision d'accorder à la Comédie du livre la proposition des auteurs de la Méditerranée et de ceux des Pays-Bas. Je n'ai jamais donné mon accord pour cette proposition. Pas parce que je la trouverais inintéressante, mais je n'ai jamais été sollicité personnellement ni par la Ministre de la culture des Pays-Bas ni par le directeur du livre des Pays-Bas ni par la Ministre de la culture de notre gouvernement, ni par le directeur du Centre national du livre.

Je crois qu'il y a une série de conversations qui ont été menées par certains acteurs de la Comédie du livre partenaires du monde du livre hollandais. Ce n'est pas pour me déplaire parce que je trouve l'idée intéressante. Je rassure tous les amateurs, il n'est pas question pour moi de dire un non de manière brutale mais je souhaite demander à Monsieur l'ambassadeur de venir me rencontrer puisqu'il s'abrite derrière un accord qu'il aurait eu en haut lieu, au niveau gouvernemental, pour créer un événement particulier à cette occasion. Je vais lui écrire en ce sens pour nous rencontrer rapidement et que nous puissions définir les grandes orientations d'organisation de la Comédie du livre 2018 qui pourrait être, effectivement, orientée en faisant un parallèle entre les littératures des pays du Nord et les pays de la Méditerranée. C'est une approche un peu décalée et très intéressante. Mais j'aimerais que les propositions suivent le canal normal des collectivités et que je n'apprenne pas mes propres propositions par la presse. Ou alors c'est que je ne maîtrise pas complètement ce que je dis et ce que je fais. Je profite donc de l'occasion pour faire cette petite rectification. Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 46 : CULTURE - TOTAL FESTUM 2017 - SOUTIEN A LA CULTURE OCCITANE - AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS DE PARTENARIATS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL entre en séance.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 47 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ÉCOLE DU LOUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme M. CASSAR et Mme. R. BUONO entrent en séance.

Monsieur le Président

Georges FRECHE, en son temps, avait passé une pré-convention avec Jean-Jacques AILLAGON lorsqu'il était président de Beaubourg. Lorsque le Sénateur-Maire de Clermont-l'Hérault, mon ami Marcel VIDAL était Président du Conseil d'orientation, un document a été signé à la fois par Jean-Jacques AILLAGON et Georges FRECHE, à l'époque. Il convient aujourd'hui de revisiter ce document pour que, notamment, le musée Fabre puisse bénéficier des apports en termes de collections. Je souhaite que la convention se fasse entre Beaubourg et la Métropole et pas seulement avec le musée Fabre. Parce qu'il y a plusieurs centres d'art contemporain et d'art moderne à Montpellier et il faut que chacun puisse en tirer bénéfice. Comme pour la ville de Metz où Beaubourg et Metz ont passé une convention.

Bernard TRAVIER

Votre position me paraît justifiée dans la mesure où, lorsque nous nous engageons sur de grosses opérations, ce n'est pas la signature du musée Fabre, mais c'est la vôtre. C'est celle de la Métropole. Et l'interlocuteur de Beaubourg, c'est le musée, techniquement mais, juridiquement, c'est la Métropole.

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 48 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE MECENAT AVEC LA SOCIETE MAZEDIA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 49 : CULTURE - MUSEE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA FACULTE D'ÉDUCATION DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. VERA entre en séance.

Monsieur le Président

Qui demande des explications ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 50 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE LABORATOIRE « ARCHEOLOGIE DES SOCIETES MEDITERRANEENNES » (CNRS/UM3/DRAC OCCITANIE) ET LE MUSEE HENRI PRADES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Concernant le musée archéologique, je voudrais m'adresser aux habitants de Murviel-lès-Montpellier et leur dire que je les aime. Ce n'est pas parce que le Maire n'est plus Vice-Président que l'on va supprimer la ligne de bus qui n'existait pas avant que j'arrive, et ce n'est pas parce que le Maire n'est plus Vice-Président que nous n'allons pas faire le centre archéologique de Murviel sur le magnifique site du Castellas. Et ce n'est pas pour cela que nous allons arrêter toutes les expérimentations en termes d'agro-écologie alimentaire et de traitement de l'eau.

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 51 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES - AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE COLLABORATION POUR LES CYCLES DE CONFERENCES DES « MERCREDIS DE L'ANTIQUITE » - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 52 : CULTURE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'UNIVERSITE DE LETTRES ET SCIENCES HUMAINES PAUL VALERY DE MONTPELLIER - APPROBATION

Mme. C. CLARAC et M. C. COUR entrent en séance.

Mme B. ROUSSEL-GALIANA et M. P. BONNAL sortent de séance.

Monsieur le Président

J'ai demandé à ce que soit rédigée une convention avec l'Université Paul Valéry sur la culture. Je souhaite que cette délibération soit intégrable dans la convention. Nous faisons beaucoup de travail avec cette université, sur les arts plastiques, sur le musée des moulages, sur le théâtre, sur la littérature, sur le Chinois, sur l'archéologie, sur les humanités numériques et il est bon de regrouper tout cela au travers d'une convention.

Nous sommes d'accord pour signer un partenariat mais à condition qu'il soit intégrable dans la convention.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. T. BREYSSE, Mme M. CASSAR, Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-M. LUSSERT, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR.

Bernard TRAVIER

Le Conservatoire à Rayonnement Régional, depuis l'arrivée de son nouveau directeur, amplifie ses partenariats et le travail qu'il réalise avec différentes institutions. Il a souhaité poursuivre ses partenariats avec des structures d'enseignement supérieur. À ce titre, le conservatoire doit conclure un partenariat pédagogique avec l'Université Paul Valéry dont l'objectif est de permettre aux étudiants inscrits au conservatoire et à Paul Valéry en licence mention musique musicologie, parcours musicologie enseignement, d'obtenir des équivalences entre des enseignements reçus dans chacun des deux établissements. Par exemple, concernant la musique ancienne, nous avons réussi à ouvrir la classe grâce au partenariat instauré avec l'université et en particulier le Centre international de musique médiévale dirigée par Gisèle CLEMENT. Nous avons trois points insatisfaits : la musique ancienne, la danse jazz, et l'initiation théâtre, et nous avons pu ainsi obtenir le renouvellement du label que nous a accordé le ministère, sans aucune réserve.

Afin d'éviter les doublons et de favoriser la cohérence et l'attractivité des cursus, il est prévu de contractualiser ce partenariat à compter de la rentrée 2017-2018. Vous avez demandé, Monsieur le Président, que l'on fasse le bilan de tout ce que nous faisons avec eux et de le contractualiser dans un acte unique ce qui, je crois, est de bon sens. Cela va être fait et, bien évidemment, nous évoquerons cette convention qui va exister juridiquement dès la rentrée et sera reprise par la convention globale.

Monsieur le Président

Le Centre de musique médiévale est un petit bijou sur la recherche en musique médiévale. Sa dernière nouveauté est la création d'une harpe qui ressemble, pour ceux qui connaissent, à la harpe celtique. La petite harpe médiévale. Elle était utilisée, si mes souvenirs sont bons, par Jacques d'ARAGON. C'est la harpe refaite à l'identique de ce seigneur de Montpellier. J'en profite pour excuser René REVOL qui a dû nous quitter précipitamment suite au décès de sa maman.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (10 NPPV).

N'ont pas pris part au vote.: M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. T. BREYSSE, Mme M. CASSAR, Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-M. LUSSERT, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR.

AFFAIRE N° 53 : CULTURE - PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC AXA FRANCE, MMA, SMABTP ET QUALICONSULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 54 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB - SAISON SPORTIVE 2017-2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mme S. KERANGUEVEN, M. B. TRAVIER et M. J.L. COUSQUER sortent de séance.
Mme B. ROUSSEL-GALIANA entre en séance.*

Monsieur le Président

Monsieur MEISSONNIER va décrire l'AOT et je vous parlerai du *naming*.

Jean-Luc MEISSONNIER

Il s'agit de repasser cette convention de mise à disposition du stade. C'est une mise à disposition non exclusive du terrain, pour les 18 rencontres que comporte le championnat. Cette convention prévoit également la mise à disposition exclusive et permanente des bureaux, des vestiaires, de la salle de préparation physique,

des locaux supporters, de la boutique, du local de restauration rapide et du stade d'entraînement. Pour un montant annuel de 270 700 euros.

Monsieur le Président

Il s'agit donc de la convention d'occupation du stade et du complexe par le MHR. Notre souhait est de lancer une consultation concernant le *naming* dissociée de l'AOT, la convention d'occupation que nous venons d'entendre. Cela correspond à l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017. Cette ordonnance demande une mise en concurrence au niveau du *naming*, et donc de ceux qui sont susceptibles de répondre favorablement à la proposition de la Métropole pour le stade. Si Monsieur ALTRAD veut répondre favorablement, il le peut.

Nous aurons un appel à concurrence et nous choisirons le meilleur nom pour le stade. Nous serons en ce sens conforme à la loi et à sa modification sur ce point.

Jean-Luc MEISSONNIER

Monsieur ALTRAD a pratiquement un an pour se manifester puisque la loi prévoit des dispositions pour que tout soit bordé de manière juridique et que tout le monde ait la chance de pouvoir répondre. Il a donc tout le temps de bien réfléchir pour savoir s'il est judicieux pour lui de continuer le *naming* sur le stade.

Monsieur le Président

Suite aux propos un peu dissolus sur le MHR, Monsieur ALTRAD a indiqué à la presse qu'il ne voulait pas me demander le renouvellement du *naming* parce qu'il ne voulait pas se heurter à un refus de ma part. Ce n'est même pas la question. On va faire un appel à concurrence et que le meilleur gagne. S'il est le meilleur, il gagnera. Je n'ai pas d'idées préconçues en la matière. Aucune.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 55 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - RESEAU DES PISCINES - ÉVOLUTION DE L'OFFRE A DESTINATION DES PUBLICS - ACTUALISATION DES TARIFS - ADOPTION

*Mme S. KERANGUEVEN, M. B. TRAVIER, M. J.L. COUSQUER et M. P. BONNAL entrent en séance.
M. N. SEGURA sort de séance.*

Mme J. FRECHE sort définitivement de séance donnant pouvoir à M. J.P. MOURE.

Jean-Luc MEISSONNIER

A compter du 10 septembre, pour l'ensemble des piscines, sauf la POA qui verra cette application au 2 octobre puisque la Piscine Olympique Antigone va connaître une amélioration de son accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, nous proposons une nouvelle tarification et surtout des aménagements et des nouveautés. Par exemple, une billetterie en ligne. Il n'y a ainsi pas d'attente à la caisse, la création des comptes utilisateurs, par l'informatique, les réservations des séances à distance, le rechargement et l'achat en ligne, des informations accessibles 24h/24h. Mais le service aux guichets sera maintenu. Il y aura de nouveaux tarifs, à la séance d'activité, de nouveaux tarifs deux adultes deux enfants, ce qui constitue une adaptation de l'offre à l'évolution de la notion de famille. Il y a également les nouveaux tarifs à destination des familles nombreuses. Ce sont les conventions CAF qui s'appliquent.

Cela permet une offre nouvelle pour les familles à partir de trois enfants. Nous avons aussi des tarifs réduits pour les abonnements trimestriels. Cela permet aussi un tarif préférentiel pour les étudiants, les chômeurs, les usagers de plus de 60 ans. La carte famille nombreuse, les personnes en situation de handicap. Nous avons aussi un abonnement au trimestre en remplacement de l'abonnement annuel. Cette offre existante à la piscine olympique sera désormais accessible dans toutes les piscines. Il y a également la généralisation de tous les titres d'accès de la piscine olympique sur les autres accès aux piscines. Il n'y a donc que des avantages, pour le plus grand confort des usagers. Je vais donner quelques chiffres, concernant les entrées aux différentes piscines. Sur un total de 580 000 entrées, il y a 237 000 entrées sur la piscine olympique, 44 000 sur le stade nautique Neptune. Les autres piscines représentent quand même 298 000 entrées. Il y a donc un large accès sur les créneaux proposés aux écoles et notamment les écoles primaires. Toutes les communes ont pu bénéficier au minimum de cinq à six passages pour chaque élève sur les réseaux des différentes piscines afférentes à leur situation géographique pour l'apprentissage de la natation et pour éviter les problèmes que l'on peut rencontrer sur les risques de noyade, surtout sur la période estivale.

Catherine DARDE

J'ai entendu avec intérêt cette politique d'accessibilité des piscines. Je ne sais pas si c'est un hasard mais nous avons, à Castelnau, une piscine, la piscine Caron, qui est une petite piscine, ouverte aux enfants de l'accueil de loisirs et du centre de loisirs sans hébergement. Nous constatons depuis quelques temps une diminution très importante de l'accessibilité. Les créneaux que nous demandons sont de plus en plus réduits. Cette semaine, nous n'en avons pas. Y a-t-il une raison particulière ? Y a-t-il une politique de réorientation de l'accès de cette piscine ? Cela ne correspond pas du tout à ce que vous nous présentez aujourd'hui. Je pense que vous allez nous trouver rapidement une solution.

Jean-Luc MEISSONNIER

Il faut nous proposer cette solution. Je pense que les services de la Métropole travaillent de la manière la plus juste et la plus équitable sur l'ensemble du réseau des piscines et des collectivités qui composent la Métropole. Vous avez la chance, à Castelnau, d'avoir une piscine. Les différentes réparations et améliorations que l'on y apporte, par des budgets conséquents, au regard du coût de fonctionnement d'une piscine, ont été marquées par d'importants efforts sur cette piscine en matière d'amélioration. Il est vrai que, peut-être, quand on fait des améliorations ou des travaux de rénovation des piscines, ponctuellement, les usagers peuvent être pénalisés. Mais je répète que l'ensemble des scolaires primaires de toutes les communes passent bien sur ces réseaux de piscine. Vous en bénéficiez tout autant que les autres communes.

Anne BRISSAUD

Vous le savez, le groupe Libres et Humanistes est très attaché à l'évolution du revenu disponible des habitants de notre Métropole et en particulier à trouver tous les moyens pour concourir à son augmentation. C'est pourquoi nous sommes toujours très attentifs à l'augmentation des tarifs. Or, par cette délibération, vous nous demandez d'approuver une nouvelle augmentation. La commission Sports et traditions nous a permis de répondre à la plupart des questions que nous souhaitions poser sur cette affaire et pour cela nous remercions les agents toujours très disponibles. Ainsi nous avons bien noté que l'étendue des prestations proposées par la Piscine Olympique d'Antigone et son amortissement pouvaient justifier des prix différents que ceux proposés sur les autres installations. Nous avons noté que la fréquentation des bassins avait été supérieure en 2016 à celle des années précédentes. 580 000 donc, au total, grand public dont 237 000 pour la POA, 44 000 pour Neptune et donc 298 000 pour l'ensemble des autres bassins. Ce qui porte le total POA et Neptune à la quasi-moitié des entrées à elles seules. Nous y reviendrons également.

Nous avons noté également que le budget piscine était déficitaire. Le maintien de la gratuité pour les scolaires et le maintien des tarifs pour les clubs et associations nécessitait notamment, donc, l'augmentation des autres tarifs. Et, comme nous considérons qu'il est de notre responsabilité de permettre au minimum à chaque enfant de la Métropole de savoir nager en plus de savoir lire, compter, écrire, comme vous le répétez, il semblerait que, sur ce point, nous soyons en accord avec vos priorités. Car, comme vous le dites vous-même, rien n'est gratuit, c'est donc bien une question de priorité dans le budget. Et nous partageons cette position. La création du tarif famille nombreuse à partir de 3 enfants, c'est important, et du tarif réservé aux plus de 60 ans va également dans le sens d'un soin particulier que nous souhaitons encourager pour la santé des plus jeunes comme des moins jeunes. Ainsi, si le maintien de la gratuité pour les scolaires et de tarifs préférentiels pour les clubs passe par l'augmentation que vous proposez aujourd'hui sur les tarifs, alors nous nous prononcerons pour. Pour une fois, à l'unanimité des membres du groupe Libres et Humanistes.

En revanche, vous nous permettrez quelques questions : pouvez-vous nous garantir que la venue de Philippe LUCAS (décision que vous semblez déjà avoir prise puisque, comme l'a rappelé Sabria BOUALLAGA lors du précédent Conseil, vous avez déjà dépensé 290 000 euros hors taxes pour la création d'une salle de musculation provisoire et hors matériel) n'affectera pas l'utilisation des lignes de la piscine Neptune par les clubs et habitués et qu'ils pourront continuer à profiter des installations dont nous avons voté la réhabilitation ou qu'ils vont trouver d'autres solutions adaptées à leurs besoins. Ce qui ne semblait pas être le cas lors de la dernière commission sport et traditions. Si ce n'est pas le cas, ce qui est tout à fait possible étant donné les exigences et les conditions qui semblent vous être imposées, nous demandons juste que ce soit dit.

Deuxième question : pouvez-vous nous dire combien va nous coûter réellement la venue de cet entraîneur et de ses nageuses et quelles sont exactement les retombées que vous en attendez, sinon de la communication pour la ville que nous pourrions obtenir par d'autres moyens bien moins coûteux et donc plus en phase avec nos obligations.

Monsieur le Président

J'apprécie beaucoup votre intervention. Je suis ravi d'apprendre que je partage votre position.

Pour ce qui est de Philippe LUCAS, il est financé par le club, que nous subventionnons. La subvention a augmenté parce que Philippe LUCAS avait des exigences auxquelles nous avons répondu favorablement. La piscine Neptune doit à la fois répondre aux exigences d'entraînement de haut niveau, parce que c'est le seul bassin de 50 mètres à ciel ouvert que nous avons mais aussi remplir sa fonction sociale et d'apprentissage de la natation pour les enfants, notamment du quartier de La Paillade. C'est pour cela qu'on va réhabiliter les bassins et qu'on va refaire une zone pour les parents, derrière. On va réhabiliter le complexe pour environ 2 millions d'euros. Aujourd'hui, les enfants de la Paillade ne vont pas nager à Neptune. Certains mais pas tous. Il y en a qui vont dans des piscines très loin parce que c'est occupé par les clubs et notamment les clubs de l'université. Parce que la Motte Rouge, qui est la piscine appartenant à l'université, est fermée. Si elle était ouverte (et nous nous sommes engagés à apporter 150 000 euros sur sa rénovation) les universitaires s'y entraîneraient et libéreraient des créneaux pour Neptune. Et on pourrait avoir, à la Motte Rouge, aussi, pour la Métropole, un certain nombre de créneaux pour les citoyens métropolitains.

Cette piscine appartient à l'université et demande des travaux à hauteur de 1,5 million d'euros, parce qu'il faut refaire l'infrastructure, il faut que l'université l'intègre dans le contrat de plan État-Région-université. Or, la revoyure de ce contrat n'a été favorable qu'à la Métropole toulousaine qui a reçu l'essentiel des fonds avec l'aval de l'État. C'est pour cela que, dans le rendez-vous que j'aurai prochainement avec Madame DELGA, je positionnerai ce sujet comme un de nos sujets de discussion, puisque nous pourrions dégager des créneaux sur Neptune, ce qui faciliterait l'arrivée de Philippe LUCAS. L'objectif de Philippe LUCAS est Tokyo 2020, avec les deux champions du monde en eau libre qui ont été les nageurs de Philippe LUCAS, de Montpellier. Ce qui me ferait plaisir, c'est que, dans le bassin de Tokyo 2020, il y ait plusieurs nageurs et nageuses sur lesquels il y ait écrit Montpellier. Pour l'éclat de la Métropole.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 56 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT - ANNEE SCOLAIRE 2017-2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 57 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - BASSE VALLEE DU LEZ ET DE LA MOSSON - DECLARATION D'UN SYSTEME D'ENDIGUEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE R 562-14 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT – APPROBATION

M. H. DE VERBIZIER sort de séance.

Jackie GALABRUN-BOULBES

J'ai le plaisir de vous relater cette délibération pour la dernière fois puisque je change de délégation. J'accompagnerai mon collègue Jean-Marc LUSSERT parce que c'est une délégation compliquée, avec beaucoup de travail. Une nouvelle loi est sortie et nous allons devoir tout remettre aux normes. La Communauté d'Agglomération a, à l'époque, réalisé en 2007 et 2014, au titre de sa compétence de lutte contre les inondations, plusieurs ouvrages de protection contre les inondations du Lez, de la Lironde et Lantissargues sur les communes de Lattes et Montpellier. Ces travaux ont été déclarés d'utilité publique, d'intérêt général et autorisés au regard de la loi sur l'eau.

Aujourd'hui, le contexte réglementaire change. Le décret digues du 12 mai 2015 a introduit la notion de système d'endiguement qui conduit à des obligations nouvelles pour les propriétaires et gestionnaires publics des digues et barrages de protection contre les inondations. C'est pourquoi il y aura plusieurs dossiers de ce même genre au fur et à mesure des Conseils. Nous allons les régulariser pour passer dans un système d'endiguement.

Monsieur le Président

J'ai plaisir à voir Madame Jackie GALABRUN-BOULBES comme Vice-Présidente. Outre notre amitié, je

trouve que c'est une très belle image que la ville ait un village qui ne soit pas directement collé à Montpellier mais qui soit plutôt dans la partie rurale de la Métropole dont la Maire soit en position de première Vice-Présidence. D'autre part ce château est la résidence d'été de Cambacérès, Saint-Drézéry. Ainsi, à nous deux, nous pouvons refaire la trajectoire du deuxième consul de l'archichancelier d'empire, symboliquement, pour l'histoire, pour le plaisir, pour la culture et la connaissance de notre terroir.

Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 58 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - STATION D'EPURATION MAERA - COMMUNE DE LATTES - DEMANDE DE DEROGATION ARTICLE L121-5 DU CODE DE L'URBANISME - ENGAGEMENT

M. N SEGURA et M. H. DE VERBIZIER entrent en séance.

M. J.L MEISSONNIER sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Suite aux accords que nous avons pris avec la Communauté d'Agglomération du pays de l'Or, la Ville de Palavas, la Métropole de Montpellier, la Ville de Lattes et, suite à la réunion que nous avons tenue avec le Maire de Lattes et suite à la réunion que j'ai tenue ici en présence du Maire du Grau-du-Roi, du Maire de Palavas et de la prud'homie des pêcheurs.

Carole DONADA

Je me permets de vous demander une attention toute particulière au suivi de ce dossier et de conserver l'écoute et le dialogue existant entre vos services et les riverains. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Je vous remercie et votre souhait sera exaucé. Je l'ai dit à Lattes, et je le répète aujourd'hui. Vous habitez dans le secteur. Je connais les nuisances de la station sur les Lattois mais aussi sur la partie sud de Montpellier du côté du pont Trinquat et de la Cérérède. Le Maire de Lattes, lors de la réunion, a expliqué que cela fait 10 ans que cela sentait mauvais et qu'il ne l'avait pas dit. Vous pouvez compter sur ce projet de rénovation qui couvre les bassins d'épandage et les rend étanches et qui enferme les cabillons dans des sas étanches car ce sont eux qui portent les boues malodorantes. Cela réduira les rejets dans le Lez de 16 à quatre, pour améliorer considérablement la situation. Mais le suivi se fera avec les services de la Ville de Lattes et les nôtres qui sont aussi les vôtres et avec la prud'homie des pêcheurs. Je rappelle qu'elle était très mal à l'aise de savoir que le Comité de suivi pour l'émissaire en mer ne se tenait plus. Je rappelle que ce Comité était à l'initiative de l'État. Je les ai rassurés sur ce point et leur ai proposé que le comité de suivi soit assuré par la Métropole de Montpellier à intervalles réguliers une ou deux fois par an. Ils ont dit « banco ! ».

Alex LARUE

J'ai quelques inquiétudes sur l'extension et ses conséquences et notamment la présence ou non de la station en zone inondable. Pour faire le lien avec le sujet précédent, je crois que l'on a amélioré les digues. Mais sont-elles suffisantes pour protéger la station ? Après avoir échangé avec des spécialistes, j'ai cru comprendre qu'en fonction d'un certain débit, au-delà de 750 m³, par seconde, il y avait des risques de débordement sur la station. Si on étend la station, on étend les risques sur ce sujet. J'ai aussi une inquiétude sur les rejets dans la Méditerranée au large de Palavas. J'ai entendu vos discussions avec Monsieur ROSSIGNOL, Monsieur JEANJEAN et le Maire du Grau-du-Roi. J'y suis sensible car j'ai vécu très longtemps au Grau-du-Roi. A-t-on la certitude que cette extension de la station ne va pas accroître les rejets dans la Méditerranée ? Même si cette partie n'est pas métropolitaine, c'est quand même notre problème à tous.

Le point positif est que, d'après ce que j'ai compris, il y a un agrandissement des bassins d'orage. C'est une bonne chose mais je veux être sûr que l'on a une visibilité et que l'on puisse écouter tous les experts sur le sujet de l'extension. Je vous avoue que je suis aujourd'hui obligé de voter contre pas par défiance politique mais parce que je n'ai pas de certitude sur ce sujet. Si vous êtes en capacité à l'avenir de nous apporter une certitude à ce sujet nous vous soutiendrons sur ce sujet.

Monsieur le Président

Tous les spécialistes sont bien sûrs interpellés sur le sujet et sont sollicités. Comme je vous l'ai dit, au lieu de 16 rejets dans le Lez, sachant qu'il y a ensuite les étangs et la mer, on passe à quatre avec une qualité de rejet de l'eau qui est nettement supérieure à celle d'aujourd'hui. Aujourd'hui, les habitants de la Cérérède se

plaignent des odeurs parce qu'il y a des parties de la station qui ont 50 ans et les bassins d'épandage ne sont pas couverts. Il y a donc l'extension de la station mais surtout la modernisation.

Alex LARUE

Compte tenu que cela peut éventuellement être en zone inondable, avec le débit du Lez en cas de crue, avez-vous des certitudes sur le sujet ou pas ?

Monsieur le Président

Les études sont formelles à ce sujet. Sinon nous ne le ferions pas.

Pierre BONNAL

Madame la première Vice-Présidente connaît le problème. On inonde également Mauguio, Le Béranger, et la Salaison. Je pense qu'il faut agir en la matière. Nous en avons déjà parlé, il ne faut pas l'oublier.

Monsieur le Président

Cela rejoint la loi GEMAPI dont on a parlé en Conférence des Maires. Vous savez qu'elle donne la possibilité de créer une taxe. Nous devons prendre nos responsabilités. Nous gardons le taux d'imposition à zéro.

Mais, sur la GEMAPI, dans la mesure où l'État nous transfère une série de compétences qui vont échoir aux collectivités territoriales, il faudra bien que l'on trouve l'argent pour élargir les lits des ruisseaux et des rivières, organiser les zones humides, travailler les étangs, etc. Cela coûte très cher. Il faudra donc mettre en place de façon responsable et pas politicienne une fiscalité propre. Nous ne pourrions pas faire autrement. Dans l'acte de constitution de la Métropole, l'étang de l'Or fait partie de nos objectifs donnés par l'État. Il va mieux alors qu'à une époque les espèces étaient complètement dévastées. Il était très salinisé, il y avait de la vase partout et il n'y avait au niveau des cabanes de Pérols plus de pêcheurs.

Aujourd'hui, on recommence à avoir un peu de pêche, mais il faut retravailler là-dessus. Le canal a été creusé, recreusé. L'État est passé par là avec voies navigables de France et ils ont refait le chenal mais, après, les étangs sont-ils en correspondance avec la mer, les portes sont-elles ouvertes quand il faut, comme le faisaient les anciens ? Il faut que la mer revienne nourrir les étangs. Les étangs sont des vases d'expansion des crues naturelles et constituent des réserves de biodiversité exceptionnelles mais il faut qu'ils soient aérés, vitalisés, il faut que la mer rentre et ressorte. Ce travail demande aujourd'hui des investissements colossaux.

Joël RAYMOND

Je pense que la modernisation d'une station d'épuration, lorsqu'elle a un certain âge, est nécessaire pour avoir des retours en termes de qualité du milieu. Comme vous l'avez dit, l'Europe, à travers la directive cadre européenne sur l'eau, impose le retour du bon état en 2021 ou 2027 en cas de dérogation. Il y a pour moi un sujet majeur dans le traitement des effluents, avec la station d'épuration. C'est tout le schéma de réseau des eaux usées. Il faut que celui-ci ne soit pas contaminé par des eaux parasites notamment les eaux pluviales lorsque l'on a des épisodes cévenols sur la région. À mon sens, le problème majeur est constitué par ces eaux parasites qui font déborder la station et produisent une pollution dans le Lez puis dans la mer.

Il faut moderniser la station mais je pense qu'il faut également investir massivement sur les réseaux de collecte des eaux usées et leur transfert vers la station, que ce soit les réseaux de Montpellier ou des partenaires de l'étang de l'Or, de Palavas. Il faut leur indiquer clairement cette volonté.

Monsieur le Président

Je suis d'accord avec vous à 100 % sans aucune réserve. Il est également important de séparer les eaux usées et les eaux pluviales quand on le peut. Dans les centres médiévaux, c'est très compliqué, mais dans les nouveaux quartiers, la loi demande que les eaux soient séparées. C'est pour ça qu'il faut travailler au maximum en amont pour éviter les débordements, comme vous le disiez. C'est pour cela que, dans le schéma d'assainissement de la Métropole, nous avons réalisé un intercepteur à l'Est de la Métropole. Il reçoit des eaux usées venant de communes qui sont dans la Métropole mais certaines ne sont pas dans la Métropole. Par convention, j'ai cité Teyran, Carnon, les communes de Maugio, d'Assas et de Saint-Aunès. Il reste une commune à raccorder à l'intercepteur Est, c'est la commune de Castries. Elle le sera à la fin de l'année et nous avons eu un contact avec une autre commune en dehors de la Métropole mais qui souhaite se rajouter, c'est Guzargues. Après, le schéma est terminé. Sur le volume des effluents, nous sommes donc à peu près raccord avec le débit que nous avons prévu lors de la création du schéma directeur d'assainissement. Nous aurons réalisé 500 millions d'euros de travaux pour le réaliser.

J'apprends tous les jours dans cette délégation en lisant des ouvrages, en les analysant. J'essaie de connaître tous les dossiers. J'ai la chance d'être bien guidé. Il s'agit d'une merveilleuse délégation. Monsieur HE-MAIN, Florence FUCHS, et Mme BURGAUD font un travail remarquable et ils m'ont renseigné.

Pierre DUDIEUZERE

Si on réussit à faire tout ce travail, il faut en remercier le président FRECHE et le président MOURE, et tous les élus qui étaient autour d'eux. Nous avons mobilisé beaucoup d'argent pour la station d'épuration, qui était innovante. Quand j'étais petit, je suis allé à l'inauguration de la première station d'épuration de Castries. Maintenant, je vis avec un peu de douleur le transfert de ces stations vers MAERA car tous les tuyaux passent chez moi. Mais j'en suis ravi parce que cela permet des gains de propreté. Je voulais juste rendre cet hommage.

Monsieur le Président

Je partage cet hommage.

Noël SEGURA

Je vous rappelle qu'à Villeneuve, il y a de la conchyliculture. Les compagnons de Maguelone, qui en font l'élevage, m'ont sollicité pour prévoir, dans le cadre de la GEMAPI, une étude par rapport à l'étang du Pré-vost où les petits métiers de la prud'homie de Palavas exercent leur profession. Ils souhaiteraient surtout être informés, en aval, lorsqu'il y a des débordements, pour pouvoir retirer rapidement les huîtres pour les mettre dans les bassins de décantation pour éviter ces pollutions. J'ai également été saisi par le Sous-préfet qui m'en a parlé. Je réitère donc cette demande.

Monsieur le Président

Pendant le changement des Vice-Présidents, j'ai assumé toutes les commissions. Les unes après les autres. J'ai donc fait le travail que faisaient les Vice-Présidents. J'ai reçu la prud'homie, les compagnons de Maguelone pour l'élevage des huîtres, etc. Je suis donc d'accord avec vous.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Un vote contre. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre: M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 59 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - STATION D'EPURATION MAERA - PROGRAMME DE TRAVAUX DE MODERNISATION ET D'ADAPTATION - MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Un vote contre. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 60 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - STATION D'EPURATION MAERA - PROJET DE MODERNISATION ET D'ADAPTATION - AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU - DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Un vote contre. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

A voté contre : M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 61 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - RACCORDEMENT A LA STATION D'EPURATION MAERA DES EAUX USEES DE LA COMMUNE DE PALAVAS-LES-FLOTS - OPTIMISATION DU TRANSFERT DES EFFLUENTS - PROGRAMME DE TRAVAUX - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Un vote contre. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1

vote contre).

A voté contre : M. A. LARUE.

AFFAIRE N° 62 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - REGLEMENT DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - REVISION - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 63 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - APPEL A CANDIDATURES 2016-2017 "TERRITOIRES ECONOMES EN RESOURCES" LANCEE PAR L'ADEME OCCITANIE - ETUDES DE PRE-DIAGNOSTIC ET DE PREFIGURATION D'UN PROGRAMME D'ACTIONS DECHETS ET ECONOMIE CIRCULAIRE - APPROBATION DE LA PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'APPEL A CANDIDATURE - DEMANDE DE SUBVENTIONS

M. A. LARUE sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 64 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRANSPORTS EN COMMUN - MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE - APPROBATION

Mme S. BOUALLAGA sort de séance.

M. P. DUDIEUZERE et M. J. DOMERGUE sortent définitivement de séance.

Anne BRISSAUD

En commission, nous avons demandé que les tarifs antérieurs apparaissent sur le procès-verbal. Une colonne est bien apparue mais uniquement concernant les tarifs inchangés. Nous voulons donc, pour la parfaite information de nos concitoyens, que soient ajoutés les tarifs 2016 pour toutes les lignes du tableau. Vous pouvez en convenir avec nous, le tram nous coûte très cher. Ceci est encore une fois démontré par le budget annexe, présenté en affaire 10. Il est loin de résoudre, d'autre part, tous les problèmes de circulation comme de répondre aux besoins en mobilité des habitants de la Métropole.

Nous voterons pour à l'affaire 65 qui pourrait vous amener à envisager d'autres modes de transport, comme nous le suggérons depuis le début de nos mandats et dans tous les cas à disposer des outils nécessaires à l'anticipation requise pour décider de nouvelles infrastructures à réaliser ou non dans une logique métropolitaine et départementale. Mais nous voterons contre l'augmentation des tarifs du tram parce que, une fois de plus, elle dessert les familles modestes. Nous le disons régulièrement ici, mais peut-être cela va-t-il finir par servir, le coût de la vie est déjà trop important. Que reste-t-il aux habitants de la Métropole, chaque mois, une fois qu'ils ont payé leurs charges ? Le prix du stationnement rend dissuasif le fait de prendre la voiture en ville. Vous les poussez donc vers un certain type de transport en commun.

C'est un choix que nous ne partageons pas et sur lequel j'espère que vous reviendrez d'ici la fin de votre mandat en vous tournant vers tous ces nombreux modes de transport alternatifs que nous commençons à bien connaître maintenant, comme l'auto partage (et, pour cela, il faut aménager des aires adaptées) ; les véhicules électriques ; le bus autonome etc.

Aujourd'hui, votre politique est axée sur le tram et, même si, dans votre discours, vous parlez de multi-modalité, rien n'est clair sur ce sujet et nous ne percevons aucun pas vers une multi-modalité réelle, si ce n'est tram-piétons. Donc, si vous poussez les gens à prendre le tram et que vous ne proposez rien d'autre, c'est une part de liberté que vous enlevez aux habitants de la Métropole qui se voient obligés de prendre le tram et donc de payer pour un mode de transport peut-être utile pour ceux qui ne sont pas pressés, ceux qui ne sont pas chargés ou ceux qui habitent à côté d'un arrêt s'ils ne sont pas en bonne santé. Un équipement qui coûte cher, très cher, en investissements comme en entretien, et une infrastructure qui occupe beaucoup d'espace et limite les possibilités de projets plus visionnaires. Et poussons le raisonnement plus loin : si les habitants de la Métropole arrêtaient de prendre le tram car trop cher (n'oublions pas la paupérisation de nos

viles) comment financerions-nous l'entretien des lignes existantes ? Ainsi, tant que vous n'aurez pas présenté un projet ambitieux pour la mobilité dans notre Métropole nous ne cautionnerons aucune augmentation de tarif, ni aucune nouvelle ligne de tramway.

Jacques DOMERGUE

Je voudrais simplement raconter une anecdote que j'ai vécue, dont je vous ai fait part, d'ailleurs. Nos collègues ne savent peut-être pas que les distributeurs de billets de la TaM ne rendent pas la monnaie. Ce n'est pas parce que c'est écrit que cela se sait. Ils ne savent pas la raison pour laquelle vous avez été contraints de mettre en place ce système qui rend le coût du billet à l'unité non pas à 1,50 euros comme il était, non pas 1,60 euros, comme il est aujourd'hui mais, pour ceux qui n'ont pas l'appoint, à deux euros puisqu'on ne peut pas mettre autre chose que deux euros si on n'a pas l'appoint. La raison qui explique ce que vous avez dû faire, je vais la dire publiquement, pour qu'elle soit rapportée dans la presse, aussi, car c'est quand même édifiant. C'est parce qu'il y avait des populations, que je ne nommerai pas, puisque j'ai été mis en cause et condamné au civil sur ce sujet, qui s'amusaient à oblitérer avec des chiffons le sas d'évacuation des pièces de monnaie, ce qui leur permettait de récupérer ces sommes le soir puisque l'argent était contenu dans la machine. Et Monsieur EL KANDOUSSI m'a donné cette information. Au point que, quand les services de la TaM ont vérifié ce qui se passait, ils ont, à certaines occasions, récupéré, en fin de journée, 80 euros de monnaie par machine qui étaient stockés et n'avaient pas été relevés par les personnes que je cite. Voilà pourquoi, aujourd'hui, la Métropole a été obligée de pénaliser, finalement, ceux qui n'ont pas la monnaie. Même si cela est marqué, ce n'est pas forcément compréhensible.

D'autre part, il paraît, mais je ne l'ai pas vérifié moi-même, que la machine délivrerait un reçu disant que l'on vous doit 0,40 euros et que vous pouvez aller avec ce reçu les récupérer. Vous voyez ce que l'on est obligé de faire...

Henri ROUILLEAULT

Madame BRISSAUD a raison de demander que figurent les tarifs anciens. Nos concitoyens ont le droit de savoir de combien sont les hausses et de comparer par rapport à la hausse des prix entre 2014 et 2017. Je pense donc qu'il faut accéder à cette demande. Par contre, Madame BRISSAUD a tort de ferrailler contre la ligne 5. Je me réjouis, au contraire, que les choses avancent dans un premier temps vers Clapiers, dans un deuxième temps avec les études sur le parc Montcalm.

Pierre BONNAL

Je m'interrogeais sur les personnes âgées de nos communes qui n'ont pas d'abonnement carte d'or. Et qui ne dépendent pas du CCAS de Montpellier parce qu'ils ont un tarif préférentiel. La carte d'or est spécifique à Montpellier.

Monsieur le Président

Nous avons les mêmes questions, chaque année, pour les repas de l'âge d'or. Ils connaissent un franc succès avec 5 000 personnes au Zénith. Il y a beaucoup de personnes seniors qui sont dans des villages et veulent venir en ville. Mais on ne peut pas car ils ne sont pas habitants de Montpellier. Un jour, il faudra mutualiser les services de l'action sociale.

Pierre BONNAL

Evidemment.

Monsieur le Président

Et il faudra le faire avec ceux du Département de l'Hérault.

Pierre BONNAL

Vaste programme.

Monsieur le Président

Vaste programme. C'est dans le projet de loi sur la modification des compétences métropolitaines. Nous, sur ce cas, on peut être pilote parce qu'on a déjà travaillé avec le cabinet Mensia à Paris. Quand Kléber MESQUIDA ne voulait pas signer la convention des trois compétences, nous avons failli recevoir toutes les compétences. Nous avons déjà anticipé la possibilité de faire un service unique dans toutes les Mairies de la Métropole puisqu'il y a un guichet unique qui vient du fait que, par le Pacte de confiance des Maires, je m'étais engagé à supprimer les maisons de l'Agglomération et à mettre dans chaque commune un fonctionnaire de l'Agglomération qui venait épauler le Maire. Nous avons inauguré la première à Saint-Drézéry. Cela pourrait faire l'objet d'un grand service social que j'appelle de mes vœux. Cela éviterait aux gens d'aller

une fois à la MLI, une fois au Conseil général, une fois dans la commune, un peu partout. Nous pourrions alors revoir l'ensemble des périmètres d'intervention.

Pierre BONNAL

Il n'empêche qu'à mes yeux il y a une discrimination. Je n'ai pas de carte d'or donc je ne paie pas mon abonnement 23 euros. Et, pourtant, c'est la Métropole qui paie les transports.

Monsieur le Président

Madame YAGUE, donnez à Monsieur BONNAL les précisions.

Annie YAGUE

Le tarif de la TaM n'a rien à voir avec la carte de l'âge d'or. Je voudrais rectifier ce que vient de dire Monsieur le Maire : on accueille avec plaisir, aussi, des habitants des villages des alentours quand ils ont une bonne raison pour venir dans nos clubs.

Monsieur le Président

Cela a changé, alors.

Annie YAGUE

Oui. Ils paient la carte annuelle de cinq euros. S'ils ont une petite copine ou un petit copain qui est de Montpellier, nous les accueillons avec plaisir. Et ils seraient très contents d'avoir en effet des mesures sociales comme cela qui pourraient être mutualisées sur toute la Métropole. Ils m'en parlent tout le temps.

Monsieur le Président

Il faut donc conseiller, Monsieur le Maire, à tous les seniors du Crès de se rapprocher des seniors de Montpellier.

Pierre BONNAL

Il y a également ceux de Lavérune qui sont intéressés. Mais je pense qu'il y a une anomalie. Je maintiens et je signe, y compris au niveau du CCAS. C'est la Métropole qui paye et nos ressortissants ne peuvent pas en profiter. Il faut arranger ce détail.

Monsieur le Président

Vous m'appellez, Madame BRISSAUD pour rassembler le groupe Libres et Humanistes. Ils sont tellement libres qu'ils sont dans la nature. Vous faites appel à la police de l'Assemblée pour rassembler votre propre groupe. Vous allez les chercher dans les parvis maintenant. C'est une armée mexicaine, ce n'est pas un groupe.

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Deux votes contre. Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : Mme A. BRISSAUD, M. E. PETIT.

AFFAIRE N° 65 : TRANSPORTS ET MOBILITE - CPER 2015-2020 - MODELE MULTIMODAL DES DEPLACEMENTS POUR LE GRAND TERRITOIRE MONTPELLIERAIN - APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT ET DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. LANNELONGUE sort définitivement de séance.

Monsieur le Président

Cela fait partie des conventions que nous avons avec la Région et l'Etat. Qui demande des explications ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 66 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA METROPOLE ET LES COMMUNES DE JUVIGNAC - SAINT GEORGES D'ORQUES - BAILLARGUES ET MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

Ce n'est pas parce que le Maire de Saint Georges d'Orques a démissionné qu'il n'y a plus de fonds de concours. Je le dis à tous les habitants que j'adore car j'y étais à l'école, c'est là que j'ai appris, dans la classe de Maryvonne GOUNEL à lire, écrire et à compter. Dans la petite école, celle sur la route des arènes, en face de la maison de M. PASSALACQUA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 67 : HORS COMMISSION - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. BOUALLAGA entre en séance.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 68 : HORS COMMISSION - MISSION ETATS-UNIS - SEMINAIRE SIGGRAPH (SPECIAL INTEREST GROUP ON COMPUTER GRAPHICS AND INTERACTIVE TECHNIQUES) - DU 30 JUILLET AU 7 AOUT 2017 - SEMINAIRE MONDIAL SUR LES IMAGES NUMERIQUES ET LES TECHNOLOGIES DE L'INTERACTIVITE - PARTICIPATION AU SEMINAIRE ET ACTION DE PROSPECTION - APPROBATION

M. R. YOUSSEF sort définitivement de séance

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 69 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE - SOCIETE D'AMENAGEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (SA3M) - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 70 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (SA3M) - RAPPORT SPECIAL 2016 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION

M. L. JAOUL sort définitivement de séance

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 71 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE LA REGION MONTPELLIERAINE (SERM) - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 72 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 73 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE TAM - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Pas de demande d'intervention ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 74 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 75 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SFMA - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 76 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SOCIETE PUBLIQUE LOCALE - LRAD - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 77 : HORS COMMISSION - ORGANISME EXTERIEUR - SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE BRL - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 78 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - SPL L'OR AMENAGEMENT - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N° 79 : HORS COMMISSION - ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES - DELEGATIONS PERMANENTES - MODIFICATION - AUTORISATION

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adopté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h20.